

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/42362]

**2 JUILLET 2020. — Décret transposant la directive (UE) 2017/1852 du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret transpose la directive (UE) 2017/1852 du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne, ci-après dénommée directive (UE) 2017/1852.

§ 2. Le présent décret établit des règles relatives à un mécanisme destiné à régler les différends entre États membres lorsque ces différends découlent de l'interprétation et de l'application d'accords et de conventions tendant à éviter la double imposition du revenu et, le cas échéant, de la fortune.

Le présent décret s'applique, dans la mesure où ces impôts et taxes constituent des impositions du revenu et, le cas échéant, de la fortune, au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la directive (UE) 2017/1852, relatives :

1° aux taxes régionales, en principal et intérêts, et amendes, établies par décrets, sauf dans la mesure où ces décrets y dérogent;

2° aux impôts régionaux visés par l'article 3 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989;

3° aux autres impôts et taxes auxquelles s'appliquent les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

CHAPITRE II. — *Mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne*Section 1<sup>re</sup>. — Définitions

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° l'État membre concerné : un État membre de l'Union européenne, ainsi que ses entités territoriales ou administratives, y compris ses autorités locales, concerné par le différend;

2° l'autorité compétente : l'autorité désignée par le Gouvernement;

3° l'autorité étrangère : l'autorité visée par l'article 2, § 1<sup>er</sup>, a), de la directive (UE) 2017/1852 d'un autre État membre, désignée comme telle par chaque État membre concerné;

4° la juridiction compétente : selon le cas, le tribunal de première instance ou le président du tribunal de première instance, siégeant comme en référé;

5° la double imposition : l'imposition par deux États membres ou plus sur les mêmes revenus imposables ou sur la même fortune imposable concernant des impôts relevant d'un accord ou d'une convention préventive de la double imposition sur les revenus et, le cas échéant, sur la fortune, lorsque cette imposition donne lieu à :

a) une charge fiscale supplémentaire;

b) une augmentation de la charge fiscale;

c) une annulation ou une réduction des pertes, qui pourraient être utilisées pour compenser des bénéfices imposables;

6° la personne concernée : toute personne qui est résident fiscal d'un État membre et dont l'imposition est directement matière à différend;

7° la grande entreprise : une entreprise qui, à la date de clôture de son bilan, dépasse au moins deux des trois critères suivants :

a) total du bilan : 20 000 000 euros;

b) chiffre d'affaire net : 40 000 000 euros;

c) nombre moyen de salariés au cours de l'exercice : 250;

8° le grand groupe : un groupe composé d'une entreprise mère et d'entreprises filiales comprises dans une consolidation et qui, à la date de clôture du bilan de l'entreprise mère, dépasse, sur une base consolidée, les limites chiffrées d'au moins deux des trois critères suivants :

a) total du bilan : 20 000 000 euros;

b) chiffre d'affaires net : 40 000 000 euros;

c) nombre moyen de salariés au cours de l'exercice : 250;

9° le différend : l'affaire qui donne lieu à un différend visé à l'article 1<sup>er</sup>, § 2;

10° le responsable du traitement : la personne visée à l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), cette personne est l'autorité compétente, la commission consultative visée à la section 7 ou la commission de règlement alternatif des différends visée à la section 9, chacune respectivement pour les traitements de données qu'elles réalisent pour l'exercice des missions de service public qui leur sont confiées par le présent décret.

## Section 2. — Réclamation

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne concernée peut introduire une réclamation concernant un différend auprès de l'autorité compétente, en demandant le règlement du différend.

La réclamation est introduite dans un délai de trois ans à compter de la date de la réception de la première notification de l'acte qui entraîne ou entraînera un différend, que la personne concernée utilise ou non les voies de recours disponibles dans le droit national.

La personne concernée introduit simultanément la réclamation auprès de l'autorité étrangère, en joignant chaque fois les mêmes informations et en indiquant, dans la réclamation, quels sont les autres États membres concernés par le différend.

§ 2. Chaque réclamation fait l'objet d'un accusé de réception dans les deux mois de sa réception par l'autorité compétente.

§ 3. L'autorité compétente informe l'autorité étrangère de cette réclamation dans le délai visé au paragraphe 2. À ce moment-là, l'autorité compétente informe l'autorité étrangère de la langue ou des langues qu'elle souhaite utiliser dans ses communications au cours des procédures concernées.

§ 4. La réclamation visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est uniquement acceptée si, dans un premier temps, la personne concernée qui a introduit la réclamation, fournit à l'autorité compétente les informations suivantes :

1° le ou les noms, la ou les adresses, le ou les numéros d'identification fiscale et toutes autres informations nécessaires à l'identification de la ou des personnes concernées ayant introduit la réclamation auprès de l'autorité compétente, de l'autorité étrangère et de toute autre personne intéressée;

2° les exercices d'imposition concernés, ou à défaut, les périodes fiscales;

3° des précisions sur les faits et circonstances à prendre en considération dans le cas d'espèce, y compris sur la structure de la transaction et les relations entre la personne concernée et les autres parties aux transactions concernées, ainsi que sur tous faits établis de bonne foi dans un accord mutuellement contraignant entre la personne concernée et l'administration fiscale, le cas échéant, et, plus particulièrement, sur la nature et la date des mesures donnant lieu au différend, y compris, le cas échéant, des précisions sur les mêmes revenus perçus dans l'autre État membre et sur l'inclusion de ces revenus parmi les revenus imposables dans l'autre État membre, et des précisions sur les impôts exigés ou qui seront exigés au titre de ces revenus dans l'autre État membre, ainsi que sur les montants correspondants dans les monnaies des États membres concernés, avec une copie de toute pièce justificative;

4° une référence aux dispositions légales applicables et à l'accord ou à la convention visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>; lorsque plusieurs accords ou conventions sont applicables, la personne concernée qui a introduit la réclamation précise quel accord ou convention donne lieu à interprétation dans le cadre du différend en question, cet accord ou cette convention est l'accord ou la convention applicable aux fins du présent décret;

5° les informations suivantes fournies par la personne concernée qui a introduit la réclamation auprès de l'autorité compétente, avec des copies de toute pièce justificative :

a) une explication des raisons pour lesquelles la personne concernée estime qu'il y a matière à différend;

b) des informations détaillées sur les actions en justice et procédures de recours engagées par la personne concernée à propos des transactions concernées et sur toute décision de justice portant sur le différend;

c) un engagement de la personne concernée de répondre de manière aussi complète et rapide que possible à toutes les requêtes appropriées formulées par l'autorité compétente et de fournir toute pièce demandée par l'autorité compétente ou par l'autorité étrangère;

d) une copie de la décision d'imposition définitive sous la forme d'un avis d'imposition définitif, du rapport de contrôle fiscal ou de tout autre document équivalent entraînant le différend et une copie de tout autre document émis par les autorités fiscales concernant le différend, le cas échéant;

e) des informations sur toute réclamation introduite par la personne concernée dans le cadre d'une autre procédure amiable ou procédure de règlement des différends au sens de l'article 16, § 5, et un engagement explicite par lequel la personne concernée déclare qu'elle respectera les dispositions de l'article 16, § 5, le cas échéant;

6° toute information spécifique complémentaire demandée par l'autorité compétente qui est considérée comme nécessaire pour procéder à un examen au fond du cas d'espèce.

§ 5. L'autorité compétente peut demander les informations visées au paragraphe 4, 6°, dans un délai de trois mois à compter de la date de la réception de la réclamation.

D'autres demandes d'informations peuvent être adressées au cours de la procédure amiable prévue à l'article 4 si l'autorité compétente le juge nécessaire.

La demande visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ne peut pas entraîner la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, ou des procédés commerciaux.

Une personne concernée qui reçoit une demande visée au paragraphe 4, 6°, répond dans un délai de trois mois à compter de la réception de cette demande.

Une copie de la réponse est adressée simultanément à l'autorité étrangère.

§ 6. Dans un délai de six mois à compter de la date de la réception de la réclamation par l'autorité compétente ou dans un délai de six mois à compter de la date de la réception des informations visées au paragraphe 4, 6°, la date la plus tardive étant retenue, l'autorité compétente prend une décision sur l'acceptation ou le rejet de la réclamation visée au paragraphe 1<sup>er</sup>.

L'autorité compétente informe sans tarder la personne concernée et l'autorité étrangère de sa décision.

Dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente peut décider de régler le différend sur une base unilatérale sans faire intervenir l'autorité étrangère. Dans ce cas, l'autorité compétente informe sans tarder la personne concernée et l'autorité étrangère. À la suite de cette notification, il est mis fin aux procédures engagées au titre du présent décret.

§ 7. Lorsqu'une personne concernée souhaite retirer une réclamation, elle présente une notification écrite de retrait à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère simultanément. Cette notification met fin avec effet immédiat à toutes les procédures engagées au titre du présent décret. L'autorité compétente qui reçoit une telle notification informe sans tarder l'autorité étrangère de la fin des procédures.

§ 8. Si, pour quelque raison que ce soit, un différend cesse d'exister, toutes les procédures engagées au titre du présent décret prennent fin avec effet immédiat et l'autorité compétente informe sans tarder la personne concernée de cet état de fait et des raisons générales qui y sont liées.

§ 9. La personne concernée peut adresser les communications indiquées aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 5 et 7, par dérogation à ces dispositions, uniquement à l'autorité étrangère de l'État membre dans lequel la personne concernée est résidente, ou à l'autorité compétente lorsque la personne concernée est résidente en Région wallonne :

1° soit lorsqu'elle est un particulier;

2° soit lorsqu'elle n'est pas une grande entreprise et ne fait pas partie d'un grand groupe.

L'autorité étrangère ou l'autorité compétente, selon le cas, informe simultanément l'autorité compétente ou l'autorité étrangère respectivement, des communications, dans un délai de deux mois à compter de la réception de ces communications. Une fois cette notification effectuée, la personne concernée est réputée avoir adressé la communication à l'ensemble des États membres concernés à la date de ladite notification.

En cas d'informations complémentaires reçues en vertu du paragraphe 5, l'autorité compétente qui a reçu les informations complémentaires en transmet une copie à l'autorité étrangère. Une fois cette communication effectuée, l'autorité étrangère est réputée avoir reçu ces informations complémentaires à la date à laquelle l'autorité compétente a reçu les informations.

### Section 3. — Procédure amiable

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'autorité compétente et l'autorité étrangère acceptent une réclamation visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, elles s'efforcent de régler le différend à l'amiable, dans un délai de deux ans à compter de la dernière notification d'une décision de l'un des États membres d'accepter la réclamation.

Le délai de deux ans visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être prorogé d'un an maximum à la demande de l'autorité compétente ou l'autorité étrangère, adressée respectivement à l'autorité étrangère ou à l'autorité compétente, si l'autorité compétente ou l'autorité étrangère requérante fournit une justification écrite.

§ 2. Une fois que l'autorité compétente parvient à un accord sur la manière de régler le différend avec l'autorité étrangère, dans le délai prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente notifie sans tarder cet accord à la personne concernée sous la forme d'une décision contraignante pour l'autorité compétente et l'autorité étrangère, et exécutoire pour la personne concernée, sous réserve que cette dernière accepte la décision et renonce au droit à toute autre voie de recours, le cas échéant.

Au cas où des procédures concernant ces autres voies de recours ont déjà commencé, la décision devient contraignante et exécutoire une fois que la personne concernée a fourni à l'autorité compétente des éléments de preuve attestant que des mesures ont été prises pour mettre fin auxdites procédures. Ces éléments de preuve sont fournis au plus tard soixante jours à compter de la date à laquelle la décision a été notifiée à la personne concernée. La décision est alors appliquée sans tarder, quels que soient les délais prévus par le droit national.

§ 3. Lorsque l'autorité compétente et l'autorité étrangère ne sont pas parvenues à un accord sur la manière de régler le différend dans le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente en informe la personne concernée en indiquant les raisons générales pour lesquelles il n'a pas été possible de parvenir à un accord.

### Section 4. — Décision de l'autorité compétente concernant la réclamation

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente peut décider de rejeter une réclamation dans le délai visé à l'article 3, § 6, alinéa 1<sup>er</sup> :

1° si la réclamation ne comporte pas les informations requises en vertu de l'article 3, § 4;

2° s'il n'y a pas matière à différend;

3° si la réclamation n'a pas été soumise dans le délai de trois ans prévu à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Lorsque l'autorité compétente informe la personne concernée du rejet conformément à l'article 3, § 6, elle fournit les raisons générales qui motivent son rejet.

§ 2. Si l'autorité compétente n'a pas pris de décision dans le délai prévu à l'article 3, § 6, la réclamation est réputée acceptée par cette autorité compétente.

§ 3. Si l'autorité compétente et l'autorité étrangère rejettent la réclamation, la personne concernée peut intenter une action contre la décision de l'autorité compétente, conformément aux articles 1385<sup>decies</sup> et 1385<sup>undecies</sup> du Code judiciaire.

La personne concernée qui exerce ce droit de recours ne peut pas présenter une demande en vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° :

1° tant que la décision fait encore l'objet d'un recours;

2° lorsque la décision de rejet peut encore faire l'objet d'un recours;

3° lorsque la décision de rejet a été confirmée dans le cadre de la procédure de recours visée au 1°, mais qu'il n'est pas possible de déroger à la décision de la juridiction compétente ou des autres autorités judiciaires compétentes dans l'un des États membres concernés.

Lorsque le droit de recours a été exercé, la décision de la juridiction compétente est prise en compte aux fins de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

### Section 5. — Règlement des différends en commission consultative

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Sur demande présentée par la personne concernée à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère, une commission consultative est constituée par lesdites autorités compétentes, conformément à l'article 8, lorsque :

1° la réclamation introduite par cette personne concernée a été rejetée conformément à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, par l'autorité compétente ou l'autorité étrangère, mais pas par toutes;

2° l'autorité compétente et l'autorité étrangère ont accepté la réclamation qui a été introduite par la personne concernée mais elles ne sont pas parvenues à un accord sur la manière de régler le différend à l'amiable, dans le délai visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>.

La personne concernée peut uniquement présenter la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> si, contre le rejet visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, aucun recours ne peut être introduit, aucun recours n'est en instance ou la personne concernée a formellement renoncé à son droit de recours. La demande contient une déclaration à cet effet.

La personne concernée présente par écrit la demande de constituer une commission consultative au plus tard dans le délai de cinquante jours après la date de la réception de la notification au titre de l'article 3, § 6, ou de l'article 4, § 3, ou, selon le cas, dans un délai de cinquante jours à compter de la date du prononcé de la décision par la juridiction ou l'organe judiciaire compétent au titre de l'article 5, § 3.

La commission consultative est constituée au plus tard dans un délai de cent vingt jours à compter de la date de la réception de cette demande et, une fois qu'elle est constituée, son président en informe sans tarder la personne concernée.

§ 2. La commission consultative constituée dans le cas visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, adopte une décision concernant l'acceptation de la réclamation dans un délai de six mois à compter de la date de sa constitution.

Elle notifie sa décision à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère dans un délai de trente jours suivant l'adoption de ladite décision.

Lorsque la commission consultative confirme que toutes les exigences mentionnées à l'article 3 ont été remplies, la procédure amiable prévue à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, est engagée sur demande de l'autorité compétente ou de l'autorité étrangère.

L'autorité compétente notifie cette demande à la commission consultative, à l'autorité étrangère et à la personne concernée. Le délai prévu à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, commence à courir à compter de la date de la notification de la décision prise par la commission consultative, selon laquelle elle accepte la réclamation.

Si ni l'autorité compétente, ni l'autorité étrangère n'ont demandé l'ouverture de la procédure amiable dans un délai de soixante jours à compter de la notification de la décision visée à l'alinéa 2, de la commission consultative, ladite commission rend un avis sur la manière de régler le différend, comme cela est prévu à l'article 14, § 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, aux fins de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, la commission consultative est réputée avoir été constituée à la date d'expiration du délai de soixante jours.

§ 3. Dans le cas visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, la commission consultative rend un avis sur la manière de régler le différend, conformément à l'article 14, § 1<sup>er</sup>.

§ 4. Si la commission consultative ne rend pas d'avis dans le délai visé au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, l'indemnité visée à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, n'est pas due.

§ 5. La personne concernée peut adresser les communications indiquées au paragraphe 1<sup>er</sup>, par dérogation à ces dispositions, uniquement à l'autorité étrangère de l'État membre dans lequel la personne concernée est résidente, ou à l'autorité compétente lorsque la personne concernée est résidente en Région wallonne :

1<sup>o</sup> soit lorsqu'elle est un particulier;

2<sup>o</sup> soit lorsqu'elle n'est pas une grande entreprise et ne fait pas partie d'un grand groupe.

L'autorité étrangère ou l'autorité compétente, selon le cas, informe simultanément l'autorité compétente ou l'autorité étrangère respectivement, des communications, dans un délai de deux mois à compter de la réception de ces communications. Une fois cette notification effectuée, la personne concernée est réputée avoir adressé la communication à l'ensemble des États membres concernés à la date de ladite notification.

#### Section 6. — Nominations par les juridictions compétentes

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Si une commission consultative n'est pas constituée dans le délai prévu à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, la personne concernée peut introduire une action en référé devant le président du tribunal de première instance siégeant comme en référé afin de constituer la commission consultative.

§ 2. Lorsque l'autorité compétente n'a pas procédé à la nomination d'au moins une personnalité indépendante et d'un suppléant, la personne concernée peut demander au président du tribunal de première instance siégeant comme en référé de nommer une personnalité indépendante et son suppléant à partir de la liste visée à l'article 9.

Si l'autorité compétente et l'autorité étrangère n'ont pas procédé à la nomination d'au moins une personnalité indépendante et d'un suppléant, la personne concernée peut demander au président du tribunal de première instance siégeant comme en référé de nommer les deux personnalités indépendantes à partir de la liste visée à l'article 9.

Ces personnalités indépendantes désignent le président par tirage au sort à partir de la liste visée à l'article 9, conformément à l'article 8, § 3.

Lorsque plus d'une personne concernée intervient dans la procédure, les personnes concernées communiquent la demande de nomination des personnalités indépendantes et de leurs suppléants à chacun de leurs États de résidence respectif.

Lorsqu'une seule personne concernée intervient dans la procédure, cette personne concernée communique la demande de nomination des personnalités indépendantes et de leurs suppléants à l'autorité compétente ou à l'autorité étrangère de l'État membre qui n'a pas désigné au moins une personnalité indépendante et un suppléant.

§ 3. Les demandes visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 peuvent être portées devant la juridiction visée au paragraphe 1<sup>er</sup> ou au paragraphe 2, uniquement à l'expiration de la période de cent vingt jours visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, et au plus tard dans un délai de trente jours suivant le terme de ladite période.

§ 4. Dans les cas visés au paragraphe 2, le président du tribunal de première instance siégeant comme en référé désigne les personnalités indépendantes, conformément à l'article 1680, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire.

Les décisions de nomination ou de remplacement des personnalités indépendantes ne sont pas susceptibles de recours. Toutefois, un appel peut être formé contre une telle décision si le président du tribunal de première instance a décidé de ne pas procéder à une nomination.

Le tribunal de première instance notifie la nomination à l'autorité compétente. L'autorité compétente informe les États membres concernés de la désignation.

#### Section 7. — La commission consultative

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. La commission consultative visée à l'article 6 est composée comme suit :

1<sup>o</sup> un président;

2<sup>o</sup> un représentant de l'autorité compétente et un représentant de l'autorité étrangère, si l'autorité compétente et l'autorité étrangère en conviennent, le nombre de ces représentants peut être porté à deux par autorité;



3° une personnalité indépendante qui est nommée par l'autorité compétente et une personnalité indépendante nommée par l'autorité étrangère à partir de la liste visée à l'article 9, si l'autorité compétente et l'autorité étrangère en conviennent, le nombre des personnalités ainsi désignées peut être porté à deux par autorité.

§ 2. Les règles applicables à la nomination des personnalités indépendantes sont convenues entre l'autorité compétente et l'autorité étrangère. À la suite de la nomination des personnalités indépendantes, un suppléant est nommé pour chacune d'entre elles, conformément aux dispositions relatives à la nomination des personnalités indépendantes, pour le cas où celles-ci seraient empêchées de remplir leurs fonctions.

§ 3. Lorsqu'il n'a pas été convenu de règles applicables à la nomination de personnalités indépendantes conformément au paragraphe 2, il est procédé à la nomination de ces personnes par tirage au sort.

§ 4. Sauf dans le cas où les personnalités indépendantes ont été nommées par le président du tribunal de première instance conformément à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente peut récuser toute personnalité indépendante pour tout motif convenu à l'avance entre l'autorité compétente et l'autorité étrangère ou pour un quelconque des motifs suivants :

1° la personnalité en question appartient à l'une des administrations fiscales concernées, ou exerce des fonctions pour le compte de l'une de ces administrations, ou s'est trouvée dans une telle situation à un moment donné au cours des trois années précédentes;

2° la personnalité détient ou a détenu une participation importante ou un droit de vote dans l'une des personnes concernées, ou elle a été l'employée ou la conseillère de l'une des personnes concernées, à un moment donné au cours des cinq années précédant la date de sa nomination;

3° la personnalité ne présente pas suffisamment de garanties d'objectivité pour le règlement du ou des différends à trancher;

4° la personnalité est une employée au sein d'une entreprise qui fournit des conseils fiscaux ou donne des conseils fiscaux à titre professionnel ou s'est trouvée dans une telle situation à un moment donné au cours d'une période d'au moins trois ans avant la date de sa nomination.

§ 5. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent demander qu'une personnalité qui a été nommée conformément aux paragraphes 2 ou 3, ou son suppléant, déclare tout intérêt, toute relation ou tout autre élément qui serait de nature à nuire à son indépendance ou à son impartialité ou qui pourrait raisonnablement donner une impression de partialité au cours de la procédure.

Pendant une période de douze mois suivant la date à laquelle la décision de la commission consultative a été rendue, une personnalité indépendante faisant partie de la commission consultative ne peut pas se trouver dans une situation qui aurait pu conduire l'autorité compétente ou l'autorité étrangère à s'opposer à sa nomination, comme le prévoit le présent paragraphe, si elle avait été dans cette situation lors de sa nomination au sein de ladite commission consultative.

§ 6. Les représentants de l'autorité compétente et de l'autorité étrangère et les personnalités indépendantes nommées conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, choisissent un président à partir de la liste des personnes visée à l'article 9. Sauf si les représentants de l'autorité compétente et de l'autorité étrangère et les personnalités indépendantes en conviennent autrement, le président est un juge.

#### Section 8. — Liste des personnalités indépendantes

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement nomme au moins trois personnes compétentes et indépendantes et capables d'agir de manière impartiale et intègre afin de permettre l'établissement de la liste des personnalités indépendantes comprenant l'ensemble des personnalités indépendantes proposées par les États membres.

La notification de la procédure de nomination des personnalités indépendantes mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ainsi que le profil auquel ils doivent répondre font l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

La décision finale de nomination, est également publiée au *Moniteur belge* dans un délai d'un mois à compter de la notification.

§ 2. Le Gouvernement notifie à la Commission européenne les noms des personnalités indépendantes qu'il a nommées.

Le Gouvernement communique également à la Commission européenne les informations complètes et actualisées sur le parcours académique et professionnel de ces personnes, leurs compétences, leur expertise et les éventuels conflits d'intérêts. Il précise laquelle de ces personnes peut être désignée comme président.

§ 3. Le Gouvernement informe sans tarder la Commission européenne de toute modification apportée à la liste des personnalités indépendantes qui ont été désignées par lui.

En ce qui concerne le retrait des personnalités indépendantes de la liste, le Gouvernement en informe les personnes indépendantes par envoi recommandée.

§ 4. Lorsque, compte tenu des dispositions pertinentes du présent article, un État membre a de bonnes raisons de s'opposer au maintien d'une personnalité indépendante sur la liste susmentionnée en raison d'un manque d'indépendance, il en informe la Commission européenne et fournit des éléments de preuve appropriés qui étayent ses préoccupations. La Commission européenne informe à son tour l'État membre ayant nommé la personne en question de l'opposition et des éléments de preuve. Sur la base de cette opposition et des éléments de preuve, le Gouvernement prend, dans un délai de six mois, les mesures nécessaires pour examiner la réclamation, puis il décide de maintenir ou non cette personne sur la liste. Le Gouvernement en informe ensuite la Commission européenne sans tarder.

#### Section 9. — La commission de règlement alternatif des différends

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent convenir de constituer une commission de règlement alternatif des différends en lieu et place de la commission consultative visée à l'article 6, pour rendre un avis sur la manière de régler le différend, conformément à l'article 14. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent également convenir de constituer une commission de règlement alternatif des différends sous la forme d'un comité ayant un caractère permanent.

§ 2. Excepté en ce qui concerne les règles relatives à l'indépendance des membres énoncées à l'article 8, §§ 4 et 5, la commission de règlement alternatif des différends peut différer de la commission consultative en ce qui concerne sa composition et sa forme.

La commission de règlement alternatif des différends peut appliquer, le cas échéant, toute autre procédure ou technique de règlement des différends pour trancher le différend d'une manière contraignante.

§ 3. L'autorité compétente et l'autorité étrangère conviennent des règles de fonctionnement de la commission de règlement alternatif des différends conformément à l'article 11, § 4.

§ 4. Les articles 12 et 13 s'appliquent à la commission de règlement alternatif des différends, à moins qu'il en ait été convenu autrement dans les règles de fonctionnement visées à l'article 11.

*Section 10. — Règles de fonctionnement de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente communique à la personne concernée, dans le délai visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les informations suivantes :

1° les règles de fonctionnement de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends;

2° la date à laquelle l'avis sur le règlement du différend sera rendu;

3° les références à toute disposition juridique applicable dans le droit national des États membres et à tout accord ou convention applicable.

§ 2. Les règles de fonctionnement sont signées entre l'autorité compétente et l'autorité étrangère de chaque État membre concerné par le différend.

Les règles de fonctionnement prévoient notamment :

1° la description et les caractéristiques du différend;

2° le mandat sur lequel l'autorité compétente et l'autorité étrangère s'accordent en ce qui concerne les questions juridiques et factuelles à régler;

3° la forme de l'organe de règlement des différends, soit une commission consultative, soit une commission de règlement alternatif des différends, ainsi que le type de procédure pour tout règlement alternatif des différends, si elle diffère de la procédure d'avis indépendant appliquée par une commission consultative;

4° le calendrier de la procédure de règlement des différends;

5° la composition de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends, comprenant le nombre de membres, leurs noms, des détails quant à leurs compétences et leurs qualifications ainsi qu'une communication relative aux conflits d'intérêts;

6° les règles régissant la participation de la personne ou des personnes concernées et des tiers à la procédure, les échanges de notes, d'informations et d'éléments de preuve, les frais, le type de procédure de règlement de différend à utiliser et toute autre question procédurale ou organisationnelle pertinente;

7° les modalités logistiques pour les travaux et la remise de l'avis de la commission consultative.

Si une commission consultative est constituée pour rendre un avis en vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, seules les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 4°, 5° et 6°, figurent dans les règles de fonctionnement.

§ 3. Si les règles de fonctionnement sont incomplètes ou si la personne concernée n'a pas été informée des règles de fonctionnement, les règles de fonctionnement types établies par la Commission européenne sont applicables.

§ 4. Lorsque l'autorité compétente n'a pas notifié les règles de fonctionnement à la personne concernée conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> et au paragraphe 2, les personnalités indépendantes et le président complètent les règles de fonctionnement sur la base des règles de fonctionnement types visées au paragraphe 3 et les transmettent à la personne concernée dans un délai de deux semaines à compter de la date de la constitution de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

Lorsque les personnalités indépendantes et le président ne se sont pas accordés sur les règles de fonctionnement ou ne les ont pas notifiées à la personne concernée, les personnes concernées peuvent saisir le président du tribunal de première instance siégeant comme en référé afin d'obtenir une ordonnance aux fins de fixation et d'exécution des règles de fonctionnement types visées au paragraphe 3.

*Section 11. — Frais de procédure*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Sauf disposition contraire visée au paragraphe 2, et à moins que l'autorité compétente et l'autorité étrangère en soient convenues autrement, les frais suivants sont répartis en parts égales entre les États membres concernés :

1° le défraiement des personnalités indépendantes pour un montant correspondant à la moyenne des montants habituellement remboursés aux hauts fonctionnaires des États membres concernés;

2° la rémunération des personnalités indépendantes est, le cas échéant, limitée à 1 000 euros par personne et par jour de réunion de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

Les frais exposés par la personne concernée ne sont pas à la charge des États membres.

§ 2. Tous les frais visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et pour autant que l'autorité compétente et l'autorité étrangère en conviennent, sont à la charge de la personne concernée lorsqu'elle a présenté :

1° une notification de retrait de réclamation en vertu de l'article 3, § 7;

2° une demande au titre des dispositions de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, à la suite d'un rejet intervenu conformément à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, et après que la commission consultative a statué que c'est à bon droit que l'autorité compétente ou l'autorité étrangère a rejeté la réclamation.

*Section 12. — Renseignements, éléments de preuve et auditions*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Aux fins de la procédure visée à l'article 6, dans la mesure où l'autorité compétente et l'autorité étrangère y consentent, la ou les personnes concernées peuvent fournir à la commission consultative ou à la commission de règlement alternatif des différends tous renseignements, éléments de preuve et documents susceptibles d'être utiles pour la décision. La ou les personnes concernées, l'autorité compétente et l'autorité étrangère fournissent tous renseignements, éléments de preuve ou documents, à la demande de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends. Toutefois, l'autorité compétente ou l'autorité étrangère peut refuser de fournir des renseignements à la commission consultative dans chacun des cas suivants :

1° l'obtention des renseignements nécessite de prendre des mesures administratives qui vont à l'encontre du droit national;

2° les renseignements ne peuvent être obtenus en vertu du droit national;

3° les renseignements concernent des secrets commerciaux, industriels ou professionnels, ou des procédés commerciaux;

4° la divulgation des renseignements est contraire à l'ordre public.

§ 2. Les personnes concernées peuvent, à leur demande et avec l'accord de l'autorité compétente et l'autorité étrangère, se présenter ou se faire représenter devant une commission consultative ou une commission de règlement alternatif des différends. Si la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends le requiert, les personnes concernées se présentent devant elle ou s'y font représenter.

*Section 13. — Avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends rend son avis à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère dans un délai de six mois à compter de la date où elle a été constituée.

Lorsque la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends estime que le différend est tel qu'elle aurait besoin de plus de six mois pour rendre un avis, le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être prolongé de trois mois.

La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends informe l'autorité compétente, l'autorité étrangère, ainsi que les personnes concernées de cette prorogation.

§ 2. La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends fonde son avis sur les dispositions des accords ou des conventions visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et sur le droit national applicable.

§ 3. La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends se prononce à la majorité simple de ses membres. En l'absence de majorité, la voix du président est prépondérante. Le président communique l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère.

*Section 14. — Décision définitive*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Dans un délai de six mois à compter de la notification de l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends, l'autorité compétente et l'autorité étrangère conviennent de la manière de régler le différend.

§ 2. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent prendre une décision qui s'écarte de l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

Toutefois, si elles ne parviennent pas à un accord sur la manière de régler le différend, elles sont liées par l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

§ 3. L'autorité compétente notifie sans tarder la décision définitive à la personne concernée.

En l'absence d'une telle notification dans un délai de trente jours à compter de la prise de la décision et uniquement si elle réside en Belgique, la personne concernée peut s'adresser au président du tribunal de première instance siégeant comme en référé pour obtenir la décision définitive.

§ 4. La décision définitive est contraignante pour les États membres concernés mais ne constitue pas un précédent.

La décision définitive est mise en œuvre, sous réserve que la ou les personnes concernées l'acceptent et renoncent au droit à toute voie de recours interne dans un délai de soixante jours à compter de la date à laquelle la décision définitive a été notifiée, le cas échéant.

Sauf dans le cas où une juridiction ou tout autre organe judiciaire compétent d'un État membre concerné estime, conformément à son droit national applicable en matière de recours et au regard des critères visés à l'article 8, qu'il y avait un manque d'indépendance, la décision définitive est appliquée conformément au droit national des États membres concernés, qui, à la suite de cette décision définitive, modifient leur imposition, quels que soient les délais prévus par le droit national.

Lorsque la décision définitive n'a pas été mise en œuvre, la personne concernée peut, conformément aux articles 1385*decies* et à l'article 1385*undecies* du Code judiciaire, saisir le tribunal de première instance afin de la faire exécuter.

*Section 15. — Interaction avec les procédures et dérogations nationales*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. La personne concernée peut recourir à la procédure visée par le présent décret même dans le cas d'un avis d'imposition qui est devenu définitif ou d'une décision du fonctionnaire en charge de l'établissement ou du contentieux administratif relatifs à l'imposition, qui a abouti au règlement du différend de façon définitive.

§ 2. Le fait que le différend soit traité par la procédure amiable ou la procédure de règlement des différends, visées respectivement aux articles 4 et 6, n'empêche pas la Région wallonne d'engager ou de poursuivre, pour les mêmes affaires, des procédures judiciaires ou des procédures visant à appliquer des sanctions administratives et pénales.

§ 3. Si la personne concernée a utilisé une voie de recours, les délais visés à l'article 3, § 5, et à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, débutent à la date à laquelle un jugement prononcé dans le cadre de ladite procédure devient définitif, ou à laquelle ladite procédure a été définitivement close par un autre moyen, ou lorsque la procédure a été suspendue.

§ 4. Si la juridiction compétente s'est prononcée sur un différend ayant acquis l'autorité de la chose jugée, et si la Région wallonne ne peut pas déroger à cette décision, l'autorité compétente notifie à l'autorité étrangère la décision de cette juridiction, et :

1° la procédure amiable visée à l'article 4 prend fin à compter de la date de cette notification si aucun accord n'est intervenu sur le différend à la date de cette notification;

2° les dispositions de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, ne peuvent plus être invoquées par la personne concernée si le différend est resté sans solution pendant toute la durée de la procédure amiable visée à l'article 4;

3° il est mis fin à la procédure de règlement des différends visée à l'article 6 si la décision de la juridiction compétente a été rendue après qu'une demande a été présentée par une personne concernée au titre de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, mais avant que la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends n'ait rendu son avis à l'autorité compétente conformément à l'article 14. En outre, l'autorité compétente informe la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends, et l'autorité étrangère quant à l'effet de la décision de la juridiction compétente ou de tout autre organe judiciaire compétent.

§ 5. L'introduction d'une réclamation, comme le prévoit l'article 3, met fin à toute procédure amiable ou procédure de règlement des différends en cours au titre d'un accord ou d'une convention visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, donnant lieu à une interprétation ou à une application dans le cadre du différend en question. Il est mis fin à cette autre procédure en cours concernant le différend en question avec effet à compter de la date de la première réception de la réclamation par l'autorité compétente ou une autorité étrangère.

§ 6. Par dérogation à l'article 6, l'autorité compétente peut refuser l'accès à la procédure de règlement des différends dans les cas où il a été infligé, dans l'ordre juridique interne, des sanctions en rapport avec les revenus ou capitaux corrigés pour une fraude fiscale, faute intentionnelle et négligence grave.

Lorsque des procédures judiciaires ou administratives susceptibles d'aboutir à de telles sanctions ont été engagées et que lesdites procédures sont menées simultanément à une des procédures visées dans le présent décret, l'autorité compétente peut suspendre les procédures prévues dans le présent décret à compter de la date d'acceptation de la réclamation jusqu'à la date de l'issue définitive desdites procédures.

§ 7. L'autorité compétente peut, au cas par cas, refuser l'accès à la procédure de règlement des différends visée à l'article 6 lorsqu'un différend n'a pas trait à une double imposition. Dans ces cas, l'autorité compétente informe sans tarder la personne concernée et l'autorité étrangère.

#### Section 16. — Publicité

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Les commissions consultatives et les commissions de règlement alternatif des différends rendent leurs avis visés à l'article 14 par écrit.

§ 2. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent convenir de publier dans leur intégralité les décisions définitives visées à l'article 15, sous réserve du consentement de chacune des personnes concernées.

§ 3. Lorsque l'autorité étrangère ou la personne concernée ne consente pas à la publication de la décision définitive dans son intégralité, l'autorité compétente en publie un résumé.

Ce résumé est accompagné d'une description du problème posé et des faits, de la date, des périodes imposables concernées, de la base juridique, du secteur d'activité, d'une brève description du résultat définitif et d'une description de la méthode d'arbitrage utilisée.

Avant de publier les informations conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente les communique à la personne concernée. Au plus tard soixante jours à compter de la réception de ces informations, la personne concernée peut demander à l'autorité compétente de ne publier aucune information qui concerne un secret commercial, industriel ou professionnel, ou un procédé commercial, ou qui est contraire à l'ordre public.

§ 4. L'information visée aux paragraphes 2 et 3 est communiquée via des formulaires types établis par la Commission européenne.

§ 5. Avant toute publication, les décisions définitives visées au paragraphe 2 et les résumés visés au paragraphe 3 sont expurgés des données à caractère personnel qui y sont reprises, excluant ainsi l'identification des personnes concernées.

§ 6. L'autorité compétente communique sans tarder à la Commission européenne les informations à publier conformément aux paragraphes 2 et 3.

#### Section 17. — Obligation de secret

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Les membres d'une commission consultative ou d'une commission de règlement alternatif des différends doivent respecter la plus stricte confidentialité des renseignements qu'ils obtiennent en leur qualité de membres d'une commission consultative ou d'une commission de règlement alternatif des différends.

§ 2. La personne concernée et son représentant traitent de manière confidentielle toutes les informations, y compris la connaissance des documents, qu'ils obtiennent au cours de la procédure.

Sur demande de l'autorité compétente, la personne concernée et son représentant déclarent qu'ils traiteront de manière confidentielle toutes les informations, y compris la connaissance des documents, qu'ils obtiennent au cours des étapes de la procédure.

**Art. 19.** La violation de l'obligation au secret prévue à l'article 18 est soumise à l'application de l'article 458 du Code pénal.

**Art. 20.** Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), les données à caractère personnel qui résultent des traitements prévus dans le présent décret ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement et, le cas échéant, la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires ainsi que du paiement intégral de tous les montants y liés.

CHAPITRE III. — *Modifications du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes*

**Art. 21.** L'article 20bis du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, inséré par le décret du 10 décembre 2009, est complété par un 3<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup> des impôts sont encore dus à la suite d'une procédure amiable en application d'une convention internationale préventive de la double imposition ou après une procédure de règlement des différends visée aux articles 3, 4, 6, 10 ou 15 du décret du 2 juillet 2020 transposant la directive (UE) 2017/1852 du conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne, dans ce cas, l'impôt ou le supplément d'impôt est établi dans les douze mois à compter de la date à laquelle la procédure est terminée. ».

**Art. 22.** L'article 27 du même décret, modifié par les décrets des 17 janvier 2008 et 10 décembre 2009, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Le fonctionnaire désigné par le Gouvernement accorde d'office le dégrèvement de l'impôt excédentaire payé, tel que constaté après une procédure amiable en application d'une convention internationale préventive de la double imposition ou après une procédure de règlement des différends visée aux articles 3, 4, 6, 10 ou 15 du décret du



2 juillet 2020 transposant la directive (UE) 2017/1852 du conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne, à condition que cet impôt excédentaire ait été constaté par l'administration ou signalé par le redevable de celle-ci dans les douze mois à compter de la date à laquelle la procédure est terminée. ».

CHAPITRE IV. — *Disposition Transitoire*

**Art. 23.** Le présent décret s'applique à toute réclamation introduite à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 concernant des différends relatifs aux revenus ou aux capitaux perçus au cours d'une période imposable commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ou après cette date.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 juillet 2020.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
C. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) *Session 2019-2020.*

Documents du Parlement wallon, 154 (2019-2020) N<sup>os</sup> 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 1<sup>er</sup> juillet 2020.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/42362]

**2. JULI 2020 — Dekret zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2017/1852 des Rates vom 10. Oktober 2017 über Verfahren zur Beilegung von Besteuerungstreitigkeiten in der Europäischen Union (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I. — *Allgemeine Bestimmung*

**Artikel 1 - § 1.** Durch vorliegendes Dekret wird die Richtlinie (EU) 2017/1852 des Rates vom 10. Oktober 2017 über Verfahren zur Beilegung von Besteuerungstreitigkeiten in der Europäischen Union, im Folgenden Richtlinie (EU) 2017/1852 genannt, umgesetzt.

§ 2. Im vorliegenden Dekret werden Regeln in Bezug auf einen Mechanismus festgelegt, der dazu bestimmt ist, Streitigkeiten zwischen Mitgliedstaaten beizulegen, wenn diese Streitigkeiten durch die Auslegung und die Anwendung von Abkommen und Übereinkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung von Einkommen und, gegebenenfalls, Vermögen entstehen.

Soweit es sich bei diesen Steuern und Abgaben um eine Besteuerung von Einkommen und, gegebenenfalls, von Vermögen im Sinne von Artikel 1 der Richtlinie (EU) 2017/1852 handelt, findet das vorliegende Dekret Anwendung auf:

1° die per Dekret eingeführten regionalen Abgaben (Hauptbetrag und Zinsen) und Geldstrafen, soweit diese Dekrete nicht davon abweichen;

2° die in Artikel 3 des Sondergesetzes über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen vom 16. Januar 1989 erwähnten Regionalsteuern;

3° die sonstigen Steuern und Abgaben, auf die die Artikel L3321-1 bis L3321-12 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung Anwendung finden.

KAPITEL II. — *Mechanismen zur Beilegung der Besteuerungsstreitigkeiten in der Europäischen Union**Abschnitt 1. — Definitionen*

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° betroffener Mitgliedstaat: ein Mitgliedstaat der Europäischen Union, der von der Streitigkeit betroffen wird, sowie seine Gebietskörperschaften bzw. Verwaltungseinheiten, einschließlich seiner lokalen Behörden;

2° zuständige Behörde: die von der Regierung benannte Behörde;

3° ausländische Behörde: die in Artikel 2 § 1 Buchstabe *a*) der Richtlinie (EU) 2017/1852 genannte Behörde eines anderen Mitgliedstaats, die als solche von jedem betroffenen Mitgliedstaat benannt wurde;

4° zuständiges Gericht: je nach Fall, das Gericht Erster Instanz oder der Präsident des Gerichts Erster Instanz, das/der wie im Eilverfahren tagt;

5° Doppelbesteuerung: die Besteuerung derselben steuerpflichtigen Einkommen oder desselben steuerpflichtigen Vermögens durch zwei oder mehr Mitgliedstaaten in Bezug auf Steuern, die unter ein Abkommen oder Übereinkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung von Einkommen und, gegebenenfalls, von Vermögen fallen, wenn diese Besteuerung Folgendes nach sich zieht:

a) eine zusätzliche Steuerbelastung;

b) eine Erhöhung der Steuerverbindlichkeiten;

c) eine Streichung oder Verringerung von Verlusten, die zur Verrechnung mit steuerpflichtigen Gewinnen hätten genutzt werden können;

6° betroffene Person: jede Person, die in einem Mitgliedstaat steuerlich ansässig ist und deren Besteuerung von einer Streitfrage unmittelbar betroffen ist;

7° großes Unternehmen: ein Unternehmen, das am Bilanzstichtag mindestens zwei der folgenden drei Größenmerkmale übertrifft:

a) Bilanzsumme: 20 000 000 Euro;

b) Nettoumsatzerlöse: 40 000 000 Euro;

c) Durchschnittliche Zahl der während des Geschäftsjahres Beschäftigten: 250;

8° große Gruppe: Gruppe, die aus einem Mutterunternehmen und Tochterunternehmen besteht, welche in eine Konsolidierung einzubeziehen sind, und die auf konsolidierter Basis am Bilanzstichtag des Mutterunternehmens die Grenzen von mindestens zwei der drei folgenden Größenmerkmale überschreiten:

a) Bilanzsumme: 20 000 000 Euro;

b) Nettoumsatzerlöse: 40 000 000 Euro;

c) Durchschnittliche Zahl der während des Geschäftsjahres Beschäftigten: 250;

9° Streitfrage: die Angelegenheit, die zu einer in Artikel 1 § 2 genannten Streitigkeit führt;

10° Verantwortlicher für die Verarbeitung: die in Artikel 4 Ziffer 7 der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung) genannte Person. Bei dieser Person handelt es sich um die zuständige Behörde, den in Abschnitt 7 genannten Beratenden Ausschuss bzw. den in Abschnitt 9 genannten Ausschuss für alternative Streitbeilegung für die Datenverarbeitung, die sie jeweils zur Ausübung der ihnen durch das vorliegende Dekret zugewiesenen Aufträge öffentlichen Dienstes durchführen.

*Abschnitt 2. — Beschwerde*

**Art. 3** - § 1. Jede betroffene Person ist berechtigt, eine Beschwerde über eine Streitfrage bei der zuständigen Behörde einzureichen und um deren Lösung zu ersuchen.

Die Beschwerde ist innerhalb von drei Jahren nach Erhalt der ersten Mitteilung der Urkunde, die im Ergebnis zu einer Streitfrage führt oder führen wird, einzureichen, unabhängig davon, ob die betroffene Person auf die im nationalen Recht zur Verfügung stehenden Rechtsbehelfe zurückgreift oder nicht.

Die betroffene Person muss die Beschwerde gleichzeitig und mit den gleichen Angaben bei der ausländischen Behörde einreichen und in der Beschwerde angeben, welche anderen Mitgliedstaaten von der Streitfrage betroffen sind.

§ 2 Die zuständige Behörde bestätigt den Eingang der Beschwerde innerhalb von zwei Monaten nach deren Eingang.

§ 3. Die zuständige Behörde unterrichtet zudem innerhalb der in § 2 angegebenen Frist die ausländische Behörde über diese Beschwerde. Zu diesem Zeitpunkt unterrichtet die zuständige Behörde die ausländische Behörde darüber, welche Sprache oder Sprachen sie für ihre Mitteilungen während der maßgeblichen Verfahren verwenden will.

§ 4. Die in § 1 genannte Beschwerde wird nur zugelassen, wenn in einem ersten Schritt die betroffene Person, welche die Beschwerde einreicht, der zuständigen Behörde folgende Informationen übermittelt:

1° Name(n), Anschrift(en), Steueridentifikationsnummer(n) und jegliche sonstige Angaben, die für die Identifikation der betroffenen Person(en), die die Beschwerde bei der zuständigen Behörde eingereicht hat(haben), der ausländischen Behörde und jeder anderen betroffenen Person erforderlich sind;

2° die betroffenen Steuerjahre oder andernfalls die Steuerzeiträume:

3° genaue Angaben zu den maßgeblichen Tatsachen und Umständen des Falls, einschließlich genauer Angaben zur Struktur der Transaktion und zu den Beziehungen zwischen der betroffenen Person und den anderen an den maßgeblichen Transaktionen beteiligten Parteien sowie jegliche Fakten, die in gutem Glauben in einer für beide Seiten verbindlichen Vereinbarung zwischen der betroffenen Person und der Steuerverwaltung festgelegt wurden, soweit dies zutrifft, und im Einzelnen zur Art und zum Zeitpunkt der zu der Streitfrage führenden Maßnahmen, einschließlich gegebenenfalls genauer Angaben zu demselben im anderen Mitgliedstaat eingegangenen Einkommen und zur Einbeziehung dieses Einkommens in das steuerpflichtige Einkommen im anderen Mitgliedstaat sowie genauer Angaben zu Steuern auf dieses Einkommen im anderen Mitgliedstaat, die bereits erhoben wurden oder noch erhoben werden, und Angaben zu den entsprechenden Beträgen in den Währungen der betroffenen Mitgliedstaaten, mit Kopien aller Belege;

4° Verweis auf die anzuwendenden nationalen Vorschriften und die in Artikel 1 § 2 Absatz 1 genannten Abkommen oder Übereinkommen; wenn mehr als ein Abkommen oder Übereinkommen anwendbar ist, gibt die betroffene Person, die die Beschwerde einreicht, an, welches Abkommen oder Übereinkommen in Bezug auf die maßgebliche Streitfrage ausgelegt wird. Dieses Abkommen oder Übereinkommen ist für die Zwecke des vorliegenden Dekrets das anzuwendende Abkommen oder Übereinkommen;

5° folgende Angaben der betroffenen Person, die die Beschwerde bei der zuständigen Behörde eingereicht hat, mit Kopien aller Belege:

a) eine Stellungnahme der betroffenen Person, aus der hervorgeht, aus welchen Gründen ihrer Ansicht nach eine Streitfrage vorliegt;

b) genaue Angaben zu etwaigen von der betroffenen Person eingeleiteten Rechtsbehelfen oder eingeleiteten Gerichtsverfahren im Zusammenhang mit den maßgeblichen Transaktionen sowie zu allen die Streitfrage betreffenden Gerichtsentscheidungen;

c) eine Erklärung der betroffenen Person, in der diese sich verpflichtet, alle angemessenen Anfragen der zuständigen Behörde so vollständig und so rasch wie möglich zu beantworten und auf Anfrage der zuständigen Behörde oder der ausländischen Behörde alle Unterlagen zu übermitteln;

d) sofern dies sachdienlich ist, eine Kopie der endgültigen Entscheidung über die Steuerveranlagung in Form eines endgültigen Steuerbescheids, der Steuerprüfungsberichte oder anderer vergleichbarer Unterlagen, die zu der Streitfrage führen, sowie eine Kopie aller sonstigen von den Steuerbehörden erstellten Unterlagen im Zusammenhang mit der Streitfrage;

e) Angaben zu jeder von der betroffenen Person eingereichten Beschwerde im Rahmen eines anderen Verständigungs- oder Streitbeilegungsverfahrens, wie in Artikel 16 § 5 festgelegt, und eine ausdrückliche Verpflichtung der betroffenen Person, die Bestimmungen des Artikels 16 § 5 einzuhalten, sofern einschlägig;

6° alle spezifischen weiteren Informationen, um die die zuständige Behörde ersucht hat und die für die inhaltliche Prüfung des jeweiligen Falls als erforderlich erachtet werden.

§ 5. Die zuständige Behörde kann um die in § 4 Ziffer 6 genannten Informationen innerhalb von drei Monaten nach Eingang der Beschwerde ersuchen.

Weitere Informationsersuchen können im Rahmen des Verständigungsverfahrens gemäß Artikel 4 unterbreitet werden, sofern die zuständige Behörde dies als erforderlich erachtet.

Die in den Absätzen 1 und 2 genannten Ersuchen dürfen nicht zur Enthüllung von Handels-, Geschäfts-, Gewerbe- oder Berufsgeheimnissen oder der Geschäftsverfahren führen.

Eine betroffene Person, die ein Ersuchen gemäß § 4 Ziffer 6 erhält, antwortet innerhalb von drei Monaten nach Erhalt dieses Ersuchens.

Eine Kopie dieser Antwort wird gleichzeitig der ausländischen Behörde übermittelt.

§ 6. Die zuständige Behörde trifft innerhalb von sechs Monaten nach Eingang der Beschwerde oder innerhalb von sechs Monaten nach Eingang der in § 4 Ziffer 6 genannten Informationen - je nachdem, was später eintrifft - eine Entscheidung über die Zulassung oder Zurückweisung der in § 1 genannten Beschwerde.

Die zuständige Behörde unterrichtet die betroffene Person und die ausländische Behörde unverzüglich über ihre Entscheidung.

Innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist kann die zuständige Behörde beschließen, die Streitfrage einseitig ohne Einbeziehung der ausländischen Behörde zu lösen. In diesem Fall teilt die zuständige Behörde der betroffenen Person und der ausländischen Behörde dies unverzüglich mit. Infolge dieser Mitteilung werden die aufgrund des vorliegenden Dekrets eingeleiteten Verfahren beendet.

§ 7. Wünscht eine betroffene Person eine Beschwerde zurückzuziehen, so übermittelt sie der zuständigen Behörde und der ausländischen Behörde gleichzeitig eine schriftliche Mitteilung über die Rücknahme. Durch diese Mitteilung werden alle aufgrund des vorliegenden Dekrets eingeleiteten Verfahren mit sofortiger Wirkung beendet. Die zuständige Behörde, die eine solche Mitteilung über die Rücknahme erhält, unterrichtet die ausländische Behörde unverzüglich über die Beendigung der Verfahren.

§ 8. Wird eine Streitfrage aus irgendeinem Grunde gegenstandslos, werden alle aufgrund des vorliegenden Dekrets eingeleiteten Verfahren mit sofortiger Wirkung beendet und die zuständige Behörde unterrichtet die betroffene Person unverzüglich über den aktuellen Sachstand und die allgemeinen Gründe hierfür.

§ 9. Benachrichtigungen gemäß den §§ 1, 5 und 7 kann die betroffene Person ausweichend von diesen Bestimmungen nur an die ausländische Behörde des Mitgliedstaats, in dem sie ansässig ist, oder, falls sie in der Wallonischen Region ansässig ist, an die zuständige Behörde richten, sofern:

1° es sich bei dieser betroffenen Person entweder um eine natürliche Person handelt;

2° oder es sich bei dieser betroffenen Person nicht um ein großes Unternehmen handelt und sie nicht Teil einer großen Gruppe ist.

Die ausländische Behörde bzw. die zuständige Behörde informiert je nach Fall zugleich die zuständige Behörde bzw. die ausländische Behörde über diese Benachrichtigungen, und zwar innerhalb von zwei Monaten nach deren Eingang. Sobald diese Mitteilung erfolgt ist, gelten die Benachrichtigungen seitens der betroffenen Person zum Zeitpunkt dieser Mitteilung als an alle betroffenen Mitgliedstaaten gerichtet.

In Bezug auf zusätzliche Informationen nach § 5 gilt, dass die zuständige Behörde, bei der die zusätzlichen Informationen eingegangen sind, der ausländischen Behörde eine Kopie zu übermitteln hat. Sobald diese Übermittlung erfolgt ist, gelten die zusätzlichen Informationen als der ausländischen Behörde zum Zeitpunkt des Eingangs der Informationen bei der zuständigen Behörde zugegangen.

### Abschnitt 3. — Verständigungsverfahren

**Art. 4 - § 1.** Wenn die zuständige Behörde und die ausländische Behörde eine in Artikel 3 § 1 genannte Beschwerde zulassen, bemühen sie sich darum, die Streitfrage im Verständigungsverfahren innerhalb von zwei Jahren ab der letzten Mitteilung über den Beschluss eines der Mitgliedstaaten, die Beschwerde zuzulassen, zu lösen.

Der in Absatz 1 genannte Zweijahreszeitraum kann auf Ersuchen der zuständigen Behörde bzw. ausländischen Behörde, das jeweils an die ausländische oder die zuständige Behörde gerichtet wird, um bis zu ein Jahr verlängert werden, wenn die antragstellende zuständige Behörde bzw. ausländische Behörde eine schriftliche Begründung vorlegt.

§ 2. Sobald die zuständige Behörde innerhalb des in § 1 genannten Zeitraums eine Einigung mit der ausländischen Behörde darüber erzielt hat, wie die Streitfrage gelöst werden soll, teilt die zuständige Behörde der betroffenen Person unverzüglich diese Einigung als für die zuständige und für die ausländische Behörde verbindliche und von der betroffenen Person durchsetzbare Entscheidung mit, sofern die betroffene Person unter entsprechenden Voraussetzungen der Entscheidung zustimmt und auf das Recht auf andere Rechtsbehelfe verzichtet.

Wenn bereits Verfahren bezüglich solcher anderer Rechtsbehelfe eingeleitet wurden, wird die Entscheidung erst verbindlich und durchsetzbar, sobald die betroffene Person der zuständigen Behörde Nachweise dafür vorgelegt hat, dass Maßnahmen getroffen wurden, um diese Verfahren einzustellen. Solche Nachweise müssen spätestens sechzig Tage nach dem Datum vorgelegt werden, an dem diese Entscheidung der betroffenen Person mitgeteilt wurde. Die Entscheidung ist anschließend unabhängig von den im nationalen Recht vorgeschriebenen Fristen unverzüglich umzusetzen.

§ 3. Haben die zuständige Behörde und die ausländische Behörde innerhalb des in § 1 genannten Zeitraums keine Einigung darüber erzielt, wie die Streitfrage gelöst werden soll, so teilt die zuständige Behörde der betroffenen Person dies mit, unter Angabe der allgemeinen Gründe, aus denen keine Einigung erzielt werden konnte.

#### *Abschnitt 4. — Entscheidung der zuständigen Behörde über die Beschwerde*

**Art. 5 - § 1.** Die zuständige Behörde kann entscheiden, eine Beschwerde innerhalb der in Artikel 3 § 6 Absatz 1 festgelegten Frist zurückzuweisen, wenn:

- 1° die Beschwerde die nach Artikel 3 § 4 erforderlichen Informationen nicht enthält;
- 2° keine Streitfrage vorliegt;
- 3° die Beschwerde nicht innerhalb des in Artikel 3 § 1 Absatz 2 festgelegten Dreijahreszeitraums vorgelegt wurde.

Wenn die zuständige Behörde gemäß Artikel 3 § 6 die betroffene Person über die Zurückweisung unterrichtet, teilt sie ihr die allgemeinen Gründe für die Zurückweisung mit.

§ 2. Hat die zuständige Behörde innerhalb der in Artikel 3 § 6 festgelegten Frist keine Entscheidung getroffen, so gilt die Beschwerde als von dieser zuständigen Behörde zugelassen.

§ 3. Wenn die zuständige Behörde und die ausländische Behörde die Beschwerde zurückweisen, ist die betroffene Person berechtigt, gegen die Entscheidung der zuständigen Behörde nach den Artikeln 1385*decies* und 1385*undecies* des Gerichtsgesetzbuches Klage einzureichen.

Die betroffene Person, die einen solchen Rechtsbehelf einlegt, kann keinen Antrag gemäß Artikel 6 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 stellen:

- 1° solange gegen die Entscheidung noch ein Rechtsbehelf anhängig ist;
- 2° wenn die Entscheidung über die Zurückweisung noch weiter angefochten werden kann;
- 3° wenn die Entscheidung über die Zurückweisung im Rahmen des Rechtsbehelfsverfahrens nach Ziffer 1 bestätigt wurde, es jedoch in einem der betroffenen Mitgliedstaaten nicht möglich ist, von der Entscheidung des zuständigen Gerichts oder anderer Justizbehörden abzuweichen.

Wurde ein Rechtsbehelf eingelegt, so wird die Entscheidung des zuständigen Gerichts für die Zwecke von Artikel 6 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 berücksichtigt.

#### *Abschnitt 5. — Streitbeilegung durch den Beratenden Ausschuss*

**Art. 6 - § 1.** Die zuständige Behörde und die ausländische Behörde setzen auf Antrag der betroffenen Person einen Beratenden Ausschuss gemäß Artikel 8 ein, wenn:

- 1° die von dieser betroffenen Person eingereichte Beschwerde gemäß Artikel 5 § 1 von der zuständigen Behörde oder der ausländischen Behörde, jedoch nicht von allen beiden, zurückgewiesen wurde;
- 2° die zuständige Behörde und die ausländische Behörde die von der betroffenen Person eingereichte Beschwerde zugelassen hatten, jedoch keine Einigung darüber erzielen konnten, wie die Streitfrage innerhalb der in Artikel 4 § 1 festgelegten Frist in gegenseitigem Einvernehmen beigelegt werden kann.

Die betroffene Person kann den in Absatz 1 genannten Antrag nur stellen, sofern gegen eine Zurückweisung nach Artikel 5 § 1 kein Rechtsbehelfsverfahren eingeleitet werden kann, kein Rechtsbehelfsverfahren anhängig ist, oder die betroffene Person förmlich auf ihr Recht, einen Rechtsbehelf einzulegen, verzichtet hat. Der Antrag hat eine entsprechende Erklärung zu beinhalten.

Die betroffene Person stellt den Antrag, einen Beratenden Ausschuss einzurichten, in schriftlicher Form spätestens fünfzig Tage nach dem Datum des Erhalts der Mitteilung gemäß Artikel 3 § 6 oder Artikel 4 § 3 bzw. fünfzig Tage nach dem Datum, zu dem die Entscheidung des zuständigen Gerichts oder der maßgeblichen Justizbehörde gemäß Artikel 5 § 3 ergeht, je nachdem, wie der Fall liegt.

Der Beratende Ausschuss wird spätestens einhundertzwanzig Tage nach dem Eingang eines solchen Antrags eingesetzt und nach der Einsetzung des Ausschusses informiert sein Vorsitzender die betroffene Person unverzüglich über die Einsetzung.

§ 2. Der gemäß § 1 Absatz 1 Ziffer 1 eingesetzte Beratende Ausschuss trifft innerhalb von sechs Monaten ab dem Datum seiner Einsetzung eine Entscheidung über die Zulassung der Beschwerde.

Er teilt der zuständigen Behörde und der ausländischen Behörde seine Entscheidung innerhalb von dreißig Tagen, nachdem sie ergangen ist, mit.

Bestätigt der Beratende Ausschuss, dass alle in Artikel 3 erwähnten Anforderungen erfüllt sind, so wird auf Antrag der zuständigen Behörde oder der ausländischen Behörde das Verständigungsverfahren nach Artikel 4 § 1 eingeleitet.

Die zuständige Behörde unterrichtet den Beratenden Ausschuss, die ausländische Behörde und die betroffene Person über diesen Antrag. Die in Artikel 4 § 1 festgelegte Frist beginnt ab dem Datum der Mitteilung der Entscheidung des Beratenden Ausschusses über die Zulassung der Beschwerde.

Hat innerhalb von sechzig Tagen ab dem Datum der Mitteilung der in Absatz 2 genannten Entscheidung des Beratenden Ausschusses weder die zuständige Behörde noch die ausländische Behörde die Einleitung des Verständigungsverfahrens beantragt, so gibt der Beratende Ausschuss gemäß Artikel 14 § 1 eine Stellungnahme zu der Frage ab, wie die Streitfrage gelöst werden soll. In einem solchen Fall gilt für die Zwecke des Artikels 14 § 1, dass der Beratende Ausschuss an dem Tag eingesetzt wurde, an dem die Frist von sechzig Tagen verstrichen ist.



§ 3. Im Fall von § 1 Absatz 1 Ziffer 2 gibt der Beratende Ausschuss gemäß Artikel 14 § 1 eine Stellungnahme zu der Frage ab, wie die Streitfrage gelöst werden soll.

§ 4. Gibt der Beratende Ausschuss keine Stellungnahme innerhalb der in § 2 Absatz 1 festgelegten Frist ab, so wird die in Artikel 12 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Entschädigung nicht geschuldet.

§ 5. Benachrichtigungen nach § 1 kann die betroffene Person ausweichend von diesen Bestimmungen nur an die ausländische Behörde des Mitgliedstaats, in dem sie ansässig ist, oder, falls sie in der Wallonischen Region ansässig ist, an die zuständige Behörde richten, sofern:

1° es sich bei dieser betroffenen Person entweder um eine natürliche Person handelt;

2° oder es sich bei dieser betroffenen Person nicht um ein großes Unternehmen handelt und sie nicht Teil einer großen Gruppe ist.

Die ausländische Behörde bzw. die zuständige Behörde informiert je nach Fall zugleich die zuständige Behörde bzw. die ausländische Behörde über diese Benachrichtigungen, und zwar innerhalb von zwei Monaten nach deren Eingang. Sobald diese Mitteilung erfolgt ist, gelten die Benachrichtigungen seitens der betroffenen Person zum Zeitpunkt dieser Mitteilung als an alle betroffenen Mitgliedstaaten gerichtet.

#### *Abschnitt 6. — Benennungen durch zuständige Gerichte*

**Art. 7 - § 1.** Wird ein Beratender Ausschuss nicht innerhalb der in Artikel 6 § 1 Absatz 4 festgelegten Frist eingesetzt, so kann die betroffene Person beim Präsidenten des Gerichts Erster Instanz, der wie im Eilverfahren tagt, eine Eilverfahrensklage zwecks der Einrichtung des Beratenden Ausschusses einreichen.

§ 2. Hat die zuständige Behörde nicht mindestens eine unabhängige Person und einen Stellvertreter benannt, so kann die betroffene Person beantragen, dass der Präsident des Gerichts Erster Instanz, der wie im Eilverfahren tagt, eine unabhängige Person und einen Stellvertreter aus der in Artikel 9 genannten Liste benennt.

Haben die zuständige Behörde und die ausländische Behörde nicht mindestens eine unabhängige Person und einen Stellvertreter benannt, so kann die betroffene Person beantragen, dass der wie im Eilverfahren tagende Präsident des Gerichts Erster Instanz die beiden unabhängigen Personen aus der in Artikel 9 genannten Liste benennt.

Diese unabhängigen Personen bestimmen gemäß Artikel 8 § 3 den Vorsitzenden per Losentscheid aus der in Artikel 9 genannten Liste.

Wenn mehr als eine betroffene Person an dem Verfahren beteiligt ist, beantragen die betroffenen Personen die Benennung der unabhängigen Personen und ihrer Stellvertreter in ihren jeweiligen Wohnsitzstaaten.

Wenn nur eine betroffene Person an dem Verfahren beteiligt ist, beantragt diese betroffene Person die Benennung der unabhängigen Personen und ihrer Stellvertreter bei der zuständigen Behörde oder der ausländischen Behörde des Mitgliedstaats, die versäumt hat, mindestens eine unabhängige Person und einen Stellvertreter zu benennen.

§ 3. Die in den §§ 1 und 2 erwähnten Anträge dürfen erst nach Ablauf der in Artikel 6 § 1 Absatz 4 genannten Frist von einhundertzwanzig Tagen und spätestens innerhalb von dreißig Tagen nach Ablauf dieser Frist dem in den §§ 1 bzw. 2 genannten Gericht vorgelegt werden.

§ 4. In den in § 2 genannten Fällen bestellt gemäß Artikel 1680 § 1 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches der Präsident des Gerichts Erster Instanz, der wie im Eilverfahren tagt, die unabhängigen Personen.

Gegen Entscheidungen über die Benennung oder Stellvertretung der unabhängigen Personen ist kein Rechtsbehelf möglich. Gegen eine solche Entscheidung kann jedoch Berufung eingelegt werden, wenn der Präsident des Gerichts Erster Instanz beschlossen hat, keine Benennung vorzunehmen.

Das Gericht Erster Instanz stellt der zuständigen Behörde die Benennung zu. Die zuständige Behörde unterrichtet die betroffenen Mitgliedstaaten über die Bestellung.

#### *Abschnitt 7. — Der Beratende Ausschuss*

**Art. 8 - § 1.** Der in Artikel 6 genannte Beratende Ausschuss setzt sich zusammen aus:

1° einem Vorsitzenden;

2° einem Vertreter der zuständigen Behörde und einem Vertreter der ausländischen Behörde. Sind sich die zuständige Behörde und die ausländische Behörde darüber einig, so kann diese Zahl auf zwei Vertreter pro Behörde erhöht werden;

3° einer unabhängigen Person, die von der zuständigen Behörde, und einer unabhängigen Person, die von der ausländischen Behörde aus der in Artikel 9 genannten Liste ausgewählt wird. Sind sich die zuständige Behörde und die ausländische Behörde darüber einig, so kann diese Zahl auf zwei solche Personen pro Behörde erhöht werden.

§ 2. Die Regeln für die Benennung der unabhängigen Personen werden von der zuständigen Behörde und der ausländischen Behörde einvernehmlich festgelegt. Nach der Benennung der unabhängigen Personen wird nach den für ihre Benennung geltenden Bestimmungen jeweils ein Stellvertreter für den Fall bestimmt, dass die unabhängige Person an der Wahrnehmung ihrer Aufgaben gehindert ist.

§ 3. Wenn die Regeln für die Benennung der unabhängigen Personen nicht gemäß § 2 einvernehmlich festgelegt wurden, erfolgt die Benennung dieser Personen durch Losentscheid.

§ 4. Außer in den Fällen, in denen die unabhängigen Personen gemäß Artikel 7 § 1 vom Präsidenten des Gerichts Erster Instanz benannt wurden, kann die zuständige Behörde die Benennung einer bestimmten unabhängigen Person aus von der zuständigen Behörde und der ausländischen Behörde im Voraus vereinbarten Gründen sowie aus jedem der folgenden Gründe ablehnen:

1° die betreffende Person gehört einer der beteiligten Steuerverwaltungen an oder ist für diese tätig oder befand sich zu irgendeinem Zeitpunkt während der vorhergehenden drei Jahre in einer solchen Situation;

2° sie hat oder hatte eine wesentliche Beteiligung an oder ein Stimmrecht in einer jeweils betroffenen Person oder ist oder war zu irgendeinem Zeitpunkt während der letzten fünf Jahre vor der Benennung deren Angestellter oder Berater;

3° sie bietet keine hinreichende Gewähr für Unbefangenheit in dem zu schlichtenden Streitfall oder den zu schlichtenden Streitfällen;

4° sie ist Angestellter eines Unternehmens der Steuerberatung oder erteilt auf andere Weise berufsmäßig Steuerberatung oder befand sich zu irgendeinem Zeitpunkt während der letzten drei Jahre vor der Benennung in einer solchen Situation.

§ 5. Die zuständige Behörde und die ausländische Behörde können verlangen, dass eine unabhängige Person, die gemäß den §§ 2 bzw. 3 benannt worden ist, oder deren Stellvertreter, etwaige Interessen, Beziehungen oder alle sonstigen Angelegenheiten offenlegt, die die Unabhängigkeit oder Unparteilichkeit dieser Person im Verfahren beeinträchtigen oder den begründeten Anschein von Befangenheit erwecken könnten.

Eine dem Beratenden Ausschuss angehörende unabhängige Person darf sich innerhalb eines Zeitraums von zwölf Monaten, nachdem die Entscheidung des Beratenden Ausschusses ergangen ist, nicht in einer Situation befinden, aufgrund deren - hätte sie sich zum Zeitpunkt der Benennung für denselben Beratenden Ausschuss in dieser Situation befunden - die zuständige Behörde oder die ausländische Behörde Einwände gegen ihre Benennung gemäß vorliegendem § hätte erheben können.

§ 6. Die Vertreter der zuständigen Behörde und der ausländischen Behörde und die gemäß § 1 benannten unabhängigen Personen wählen aus der in Artikel 9 genannten Liste von Personen einen Vorsitzenden. Sofern von den Vertretern der zuständigen Behörde und der ausländischen Behörde sowie den unabhängigen Personen nichts anderes vereinbart wird, wird der Vorsitz von einem Richter wahrgenommen.

#### *Abschnitt 8. — Liste der unabhängigen Personen*

**Art. 9 - § 1.** Die Regierung benennt mindestens drei kompetente und unabhängige Personen, die unparteiisch und integer handeln können, damit die Liste der unabhängigen Personen, die alle von den Mitgliedstaaten vorgeschlagenen unabhängigen Personen enthält, aufgestellt werden kann.

Die Mitteilung über das Verfahren zur Benennung der in Absatz 1 erwähnten unabhängigen Personen sowie das Profil, dem sie entsprechen müssen, werden im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Die Endentscheidung über die Benennung wird innerhalb von einem Monat nach der Mitteilung ebenfalls im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

§ 2. Die Regierung teilt der Europäischen Kommission die Namen der von ihr benannten unabhängigen Personen mit.

Die Regierung übermittelt der Europäischen Kommission außerdem vollständige und aktuelle Informationen zum beruflichen und akademischen Werdegang dieser Personen sowie zu deren Fähigkeiten, Fachkenntnissen und eventuellen Interessenkonflikten. Sie gibt an, welche dieser Personen mit dem Vorsitz betraut werden kann.

§ 3. Die Regierung unterrichtet die Europäische Kommission unverzüglich über jede Änderung der Liste der von ihr bestellten unabhängigen Personen.

Was die Streichung von unabhängigen Personen aus der Liste betrifft, setzt die Regierung die unabhängigen Personen per Einschreiben davon in Kenntnis.

§ 4. Wenn ein Mitgliedstaat unter Berücksichtigung der einschlägigen Bestimmungen dieses Artikels berechnete Einwände aufgrund mangelnder Unabhängigkeit gegen eine unabhängige Person aus der oben genannten Liste erheben kann, so teilt er dies der Europäischen Kommission mit und belegt seine Bedenken durch entsprechende Nachweise. Die Europäische Kommission unterrichtet ihrerseits den Mitgliedstaat, der diese Person benannt hat, über die Einwände und Nachweise. Auf der Grundlage dieser Einwände und Nachweise trifft die Regierung innerhalb von sechs Monaten die erforderlichen Maßnahmen, um die Beschwerde zu prüfen, und entscheidet, ob die betreffende Person auf der Liste belassen oder von ihr gestrichen wird. Die Regierung setzt dann umgehend die Europäische Kommission davon in Kenntnis.

#### *Abschnitt 9. — Der Ausschuss für alternative Streitbeilegung*

**Art. 10 - § 1.** Die zuständige Behörde und die ausländische Behörde können vereinbaren, einen Ausschuss für alternative Streitbeilegung einzusetzen, der anstelle des in Artikel 6 genannten Beratenden Ausschusses gemäß Artikel 14 eine Stellungnahme zu der Frage abgibt, wie die Streitfrage gelöst werden soll. Die zuständige Behörde und die ausländische Behörde können ferner vereinbaren, einen Ausschuss für alternative Streitbeilegung in Form eines Ausschusses mit dem Charakter eines ständigen Gremiums einzusetzen.

§ 2. Mit Ausnahme der in Artikel 8 §§ 4 und 5 angeführten Regeln in Bezug auf die Unabhängigkeit der Mitglieder kann sich der Ausschuss für alternative Streitbeilegung hinsichtlich seiner Zusammensetzung und Form von dem Beratenden Ausschuss unterscheiden.

Der Ausschuss für alternative Streitbeilegung kann, soweit dies angemessen ist, jegliche Verfahren oder Techniken zur verbindlichen Streitbeilegung anwenden.

§ 3. Die zuständige Behörde und die ausländische Behörde vereinbaren die Geschäftsordnung des Ausschusses für alternative Streitbeilegung gemäß Artikel 11 § 4.

§ 4. Die Artikel 12 und 13 gelten für den Ausschuss für alternative Streitbeilegung, sofern in der Geschäftsordnung nach Artikel 11 nichts anderes vereinbart wurde.

#### *Abschnitt 10. — Geschäftsordnung des Beratenden Ausschusses oder des Ausschusses für alternative Streitbeilegung*

**Art. 11 - § 1.** Die zuständige Behörde übermittelt der betroffenen Person innerhalb der in Artikel 6 § 1 Absatz 4 festgelegten Frist folgende Informationen:

- 1° die Geschäftsordnung des Beratenden Ausschusses oder des Ausschusses für alternative Streitbeilegung;
- 2° das Datum, an dem die Stellungnahme zur Lösung der Streitfrage abgegeben sein wird;
- 3° Angaben zu allen anwendbaren Bestimmungen des nationalen Rechts der Mitgliedstaaten und allen anwendbaren Abkommen oder Übereinkünften.

§ 2. Die Geschäftsordnung wird von der zuständigen Behörde und der ausländischen Behörde jedes an dem Streit beteiligten Mitgliedstaats unterzeichnet.

In der Geschäftsordnung werden insbesondere folgende Punkte geregelt:

- 1° Beschreibung der Streitfrage und deren Merkmale;
- 2° Beschreibung der rechtlichen und faktischen Fragestellungen, auf die sich die zuständige Behörde und die ausländische Behörde geeinigt haben;
- 3° Form des Streitbeilegungsgremiums, bei dem es sich entweder um einen Beratenden Ausschuss oder einen Ausschuss für alternative Streitbeilegung zu handeln hat, sowie Art des Verfahrens für die alternative Streitbeilegung, wenn dieses vom Verfahren der unabhängigen Stellungnahme, das von einem Beratenden Ausschuss angewandt wird, abweicht;

4° Zeitrahmen für das Streitbelegungsverfahren;

5° Zusammensetzung des Beratenden Ausschusses oder des Ausschusses für alternative Streitbeilegung, einschließlich der Anzahl und der Namen der Mitglieder, Angaben zu deren Kompetenz und Qualifikationen sowie der Offenlegung von etwaigen Interessenkonflikten der Mitglieder;

6° Regeln für die Beteiligung der betroffenen Person(en) und von Dritten am Verfahren, Austausch von Schriftsätzen, Informationen und Nachweisen, Kosten, Art des Streitbelegungsverfahrens und sonstige wichtige verfahrenstechnische oder organisatorische Aspekte;

7° logistische Regelungen für das Verfahren des Beratenden Ausschusses und die Abgabe seiner Stellungnahme.

Wird ein Beratender Ausschuss eingesetzt, um eine Stellungnahme aufgrund von Artikel 6 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 abzugeben, sind nur die in Absatz 1 Ziffern 1, 4, 5 und 6 genannten Punkte in der Geschäftsordnung festzulegen.

§ 3. Ist die Geschäftsordnung unvollständig oder wurde die betroffene Person nicht über die Geschäftsordnung unterrichtet, so findet die von der Europäischen Kommission festgelegte Standardgeschäftsordnung Anwendung.

§ 4. Wenn die zuständige Behörde nicht gemäß den §§ 1 und 2 die Geschäftsordnung der betroffenen Person mitgeteilt hat, ergänzen die unabhängigen Personen und der Vorsitzende die Geschäftsordnung auf der Grundlage der in § 3 genannten Standardgeschäftsordnung und übermitteln sie sie der betroffenen Person innerhalb von zwei Wochen ab dem Datum der Einsetzung des Beratenden Ausschusses oder des Ausschusses für alternative Streitbeilegung.

Wenn die unabhängigen Personen und der Vorsitzende keine Einigung über die Geschäftsordnung erzielt oder diese nicht der betroffenen Person mitgeteilt haben, können die betroffenen Personen sich an den wie im Eilverfahren tagenden Präsidenten des Gerichts Erster Instanz wenden, um eine Anordnung für die Festlegung und Anwendung der in § 3 genannten Standardgeschäftsordnung zu erwirken.

#### *Abschnitt 11. — Kosten des Verfahrens*

**Art. 12 - § 1.** Außer in den in § 2 genannten Fällen und sofern die zuständige Behörde und die ausländische Behörde nichts anderes vereinbart haben, werden die folgenden Kosten zu gleichen Teilen von den Mitgliedstaaten getragen:

1° die Auslagen der unabhängigen Personen entsprechend einem Betrag in Höhe des Durchschnitts des üblichen Erstattungsbetrags für hochrangige Beamte der betroffenen Mitgliedstaaten;

2° gegebenenfalls das Honorar für die unabhängigen Personen in Höhe von höchstens 1 000 EUR pro Person und pro Tag für jeden Sitzungstag des Beratenden Ausschusses oder des Ausschusses für alternative Streitbeilegung.

Der betroffenen Person entstehende Kosten werden von den Mitgliedstaaten nicht getragen.

§ 2. Sämtliche in § 1 Absatz 1 genannten Kosten werden, sofern die zuständige Behörde und die ausländische Behörde ihre Zustimmung erteilen, von der betroffenen Person getragen, wenn diese:

1° eine Mitteilung über die Rücknahme der Beschwerde aufgrund von Artikel 3 § 7 gemacht hat;

2° nach einer Zurückweisung gemäß Artikel 5 § 1 einen Antrag aufgrund der Bestimmungen von Artikel 6 § 1 gestellt hat und der Beratende Ausschuss befunden hat, dass die zuständige Behörde oder die ausländische Behörde die Beschwerde zu Recht zurückgewiesen hat.

#### *Abschnitt 12. — Information, Nachweise und Anhörungen*

**Art. 13 - § 1.** Für die Zwecke des in Artikel 6 genannten Verfahrens kann (können) die betroffene(n) Person(en), sofern die zuständige Behörde und die ausländische Behörde zustimmen, dem Beratenden Ausschuss oder dem Ausschuss für alternative Streitbeilegung jegliche Informationen, Nachweise und Unterlagen vorlegen, die für die Entscheidung relevant sein könnten. Die betroffene(n) Person(en), die zuständige Behörde und die ausländische Behörde legen dem Beratenden Ausschuss oder dem Ausschuss für alternative Streitbeilegung auf Anfrage alle Informationen, Nachweise oder Unterlagen vor. Die zuständige Behörde und die ausländische Behörde können sich jedoch in folgenden Fällen weigern, dem Beratenden Ausschuss Informationen vorzulegen:

1° die Erlangung der Informationen erfordert die Durchführung von Verwaltungsmaßnahmen, die gegen nationales Recht verstoßen;

2° die Informationen können nach dem nationalem Recht nicht beschafft werden;

3° die Informationen betreffen Handels-, Geschäfts-, Gewerbe- oder Berufsgeheimnisse oder ein Geschäftsverfahren;

4° die Preisgabe der Informationen widerspricht der öffentlichen Ordnung.

§ 2. Die betroffenen Personen können auf eigenen Antrag und mit Zustimmung der zuständigen Behörde und der ausländischen Behörde vor einem Beratenden Ausschuss oder einem Ausschuss für alternative Streitbeilegung erscheinen oder sich vertreten lassen. Auf Aufforderung des Beratenden Ausschusses oder des Ausschusses für alternative Streitbeilegung müssen die betroffenen Personen oder ihre Vertreter vor dem Ausschuss erscheinen.

#### *Abschnitt 13. — Stellungnahme des Beratenden Ausschusses oder des Ausschusses für alternative Streitbeilegung*

**Art. 14 - § 1.** Der Beratende Ausschuss oder der Ausschuss für alternative Streitbeilegung gibt seine Stellungnahme an die zuständige Behörde oder die ausländische Behörde spätestens sechs Monate nach dem Datum seiner Einsetzung ab.

Ist nach Auffassung des Beratenden Ausschusses oder des Ausschusses für alternative Streitbeilegung die Streitfrage so beschaffen, dass die Abgabe einer Stellungnahme mehr als sechs Monate in Anspruch nehmen wird, so kann die in Absatz 1 festgelegte Frist um drei Monate verlängert werden.

Der Beratende Ausschuss oder der Ausschuss für alternative Streitbeilegung setzt die zuständige Behörde, die ausländische Behörde sowie die betroffenen Personen über diese Verlängerung in Kenntnis.

§ 2. Der Beratende Ausschuss oder der Ausschuss für alternative Streitbeilegung stützt sich bei der Abfassung seiner Stellungnahme auf die Bestimmungen der in Artikel 1 § 2 Absatz 1 genannten Abkommen oder Übereinkommen und auf die anwendbare nationale Vorschriften.

§ 3. Der Beratende Ausschuss oder der Ausschuss für alternative Streitbeilegung spricht sich mit einfacher Mehrheit seiner Mitglieder aus. Kommt keine Mehrheit zustande, so ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend. Der Vorsitzende übermittelt die Stellungnahme des Beratenden Ausschusses oder des Ausschusses für alternative Streitbeilegung der zuständigen Behörde und der ausländischen Behörde.

#### *Abschnitt 14. — Abschließende Entscheidung*

**Art. 15 - § 1.** Die zuständige Behörde und die ausländische Behörde einigen sich innerhalb von sechs Monaten nach Übermittlung der Stellungnahme des Beratenden Ausschusses oder des Ausschusses für alternative Streitbeilegung darüber, wie die Streitfrage zu lösen ist.

§ 2. Die zuständige Behörde und die ausländische Behörde können eine von der Stellungnahme des Beratenden Ausschusses oder des Ausschusses für alternative Streitbeilegung abweichende Entscheidung treffen.

Erzielen sie jedoch keine Einigung über die Lösung der Streitfrage, so sind sie an die Stellungnahme des Beratenden Ausschusses oder des Ausschusses für alternative Streitbeilegung gebunden.

§ 3. Die zuständige Behörde teilt der betroffenen Person die abschließende Entscheidung unverzüglich mit.

Wenn diese Entscheidung nicht innerhalb von dreißig Tagen, nachdem die Entscheidung getroffen wurde, mitgeteilt wird und nur in dem Fall, dass die betroffene Person in Belgien ansässig ist, kann sich diese an den wie im Eilverfahren tagenden Präsidenten des Gerichts Erster Instanz wenden, um die abschließende Entscheidung zu erhalten.

§ 4. Die abschließende Entscheidung ist für die betroffenen Mitgliedstaaten verbindlich, stellt jedoch keinen Präzedenzfall dar.

Die abschließende Entscheidung wird umgesetzt, sofern die betroffene(n) Person(en) innerhalb von sechzig Tagen ab dem Datum, an dem die abschließende Entscheidung mitgeteilt wurde, der abschließenden Entscheidung zustimmt (zustimmen) und gegebenenfalls auf das Recht auf jegliche innerstaatliche Rechtsbehelfe verzichtet (verzichten).

Mit Ausnahme der Fälle, in denen das maßgebliche Gericht oder eine andere Justizbehörde eines betroffenen Mitgliedstaats gemäß den anwendbaren nationalen Rechtsvorschriften und unter Anwendung der in Artikel 8 genannten Kriterien auf eine mangelnde Unabhängigkeit erkennt, erfolgt die Umsetzung der abschließenden Entscheidung nach dem nationalen Recht der betroffenen Mitgliedstaaten, die infolge der abschließenden Entscheidung ungeachtet etwaiger im nationalen Recht vorgeschriebener Fristen ihre Besteuerung abzuändern haben.

Wurde die abschließende Entscheidung nicht umgesetzt, so kann die betroffene Person gemäß den Artikeln 1385*decies* und 1385*undecies* des Gerichtsgesetzbuches das Gericht Erster Instanz anrufen, damit die Umsetzung der abschließenden Entscheidung durchgesetzt wird.

#### *Abschnitt 15. — Wechselwirkung mit nationalen Verfahren und Ausnahmen*

**Art. 16 - § 1.** Die betroffene Person kann auf das im vorliegenden Dekret erwähnte Verfahren auch zurückgreifen, falls ein Steuerbescheid endgültig geworden ist oder der mit der Steuerfestsetzung oder den administrativen Streitsachen in Sachen Steuern beauftragte Beamte eine Entscheidung getroffen hat, die endgültig zur Lösung der Streitfrage geführt hat.

§ 2. Die Vorlage einer Streitfrage im Rahmen des Verständigungsverfahrens nach Artikel 4 oder des Streitbeilegungsverfahrens nach Artikel 6 hindert die Wallonische Region nicht daran, Gerichtsverfahren oder Verwaltungs- und Strafverfahren in derselben Angelegenheit einzuleiten oder fortzusetzen.

§ 3. Hat die betroffene Person ein Rechtsbehelfsverfahren eingeleitet, so laufen die in den Artikeln 3 § 5 und 4 § 1 genannten Fristen ab dem Tag, an dem ein in diesem Verfahren ergangenes Urteil endgültig wurde oder dieses Verfahren anders endgültig zum Abschluss gebracht oder das Verfahren ausgesetzt wurde.

§ 4. Hat das zuständige Gericht eine Entscheidung über eine Streitfrage erlassen, die rechtskräftig geworden ist, und kann die Wallonische Region nicht von dieser Entscheidung abweichen, so teilt die zuständige Behörde die Entscheidung dieses Gerichts der ausländischen Behörde mit, wobei:

1° das in Artikel 4 genannte Verständigungsverfahren ab dem Datum dieser Mitteilung endet, wenn an diesem Datum keine Einigung zustande gekommen ist;

2° die betroffene Person sich nicht mehr auf die Bestimmungen von Artikel 6 § 1 berufen kann, wenn die Streitfrage während des gesamten Verständigungsverfahrens gemäß Artikel 4 nicht gelöst worden ist;

3° das Streitbeilegungsverfahren gemäß Artikel 6 beendet wird, falls die Entscheidung des zuständigen Gerichts zu einem Zeitpunkt erging, nachdem eine betroffene Person einen Antrag aufgrund von Artikel 6 § 1 gestellt hat, jedoch bevor der Beratende Ausschuss oder der Ausschuss für alternative Streitbeilegung der zuständigen Behörde seine Stellungnahme gemäß Artikel 14 übermittelt hat. Zudem setzt die zuständige Behörde den Beratenden Ausschuss bzw. den Ausschuss für alternative Streitbeilegung sowie die ausländische Behörde von der Wirksamkeit der Entscheidung des zuständigen Gerichts oder jeglicher anderer zuständiger Justizbehörde in Kenntnis.

§ 5. Durch das Einreichen einer Beschwerde wird wie in Artikel 3 vorgesehen jedes andere laufende Verfahren nach dem Verständigungsverfahren oder Streitbeilegungsverfahren aufgrund eines in Artikel 1 § 2 Absatz 1 genannten Abkommens oder Übereinkommens, das im Zusammenhang mit der relevanten Streitfrage ausgelegt oder angewandt wird, beendet. Dieses andere laufende Verfahren im Zusammenhang mit der relevanten Streitfrage endet mit Wirkung ab dem Tag des erstmaligen Eingangs der Beschwerde bei der zuständigen Behörde oder der ausländischen Behörde.

§ 6. Abweichend von Artikel 6 kann die zuständige Behörde den Zugang zu dem Streitbeilegungsverfahren verweigern, wenn in der internen Rechtsordnung wegen Steuerbetrug, vorsätzlicher Nichterfüllung und grober Fahrlässigkeit Strafen im Zusammenhang mit den berichtigten Einkommen oder Vermögen verhängt wurden.

Würden Gerichts- oder Verwaltungsverfahren eingeleitet, die möglicherweise zu entsprechenden Strafen führen können, und werden diese Verfahren gleichzeitig mit einem der im vorliegenden Dekret genannten Verfahren durchgeführt, so kann die zuständige Behörde die im vorliegenden Dekret vorgesehenen Verfahren ab dem Zeitpunkt der Zulassung der Beschwerde bis zum Zeitpunkt der endgültigen Beendigung jener Verfahren aussetzen.



§ 7. Die zuständige Behörde kann im Einzelfall den Zugang zu dem in Artikel 6 genannten Streitbeilegungsverfahren verweigern, falls es bei einer Streitfrage nicht um Doppelbesteuerung geht. In solchen Fällen informiert die zuständige Behörde unverzüglich die betroffene Person und die ausländische Behörde.

*Abschnitt 16. — Bekanntmachung*

**Art. 17 - § 1.** Beratende Ausschüsse und Ausschüsse für alternative Streitbeilegung geben ihre in Artikel 14 genannten Stellungnahmen schriftlich ab.

§ 2. Die zuständige Behörde und die ausländische Behörde können vorbehaltlich des Einverständnisses aller betroffenen Personen die Veröffentlichung des gesamten Wortlauts der in Artikel 15 genannten abschließenden Entscheidungen vereinbaren.

§ 3. Ist die ausländische Behörde oder die betroffene Person nicht mit der Veröffentlichung des gesamten Wortlauts der abschließenden Entscheidung einverstanden, so veröffentlicht die zuständige Behörde eine Zusammenfassung dieser abschließenden Entscheidung.

Diese Zusammenfassung hat eine Beschreibung des Sachverhalts und des Streitgegenstands, das Datum, die betroffenen Steuerzeiträume, die Rechtsgrundlage, den Wirtschaftsbereich, eine Kurzbeschreibung des Endergebnisses und eine Darlegung der Art des Schiedsverfahrens zu enthalten.

Die zuständige Behörde übermittelt die gemäß Absatz 1 zu veröffentlichenden Informationen vor ihrer Veröffentlichung der betroffenen Person. Spätestens sechzig Tage ab dem Eingang dieser Informationen kann die betroffene Person bei der zuständigen Behörde beantragen, keine Informationen hinsichtlich Handels-, Geschäfts-, Gewerbe- oder Berufsgeheimnissen oder Geschäftsverfahren oder Informationen, die der öffentlichen Ordnung zuwiderlaufen, zu veröffentlichen.

§ 4. Die in den §§ 2 und 3 erwähnte Information wird im Wege von Musterformularen übermittelt, die von der Europäischen Kommission erstellt werden.

§ 5. Vor jeder Veröffentlichung werden aus den in § 2 genannten abschließenden Entscheidungen und den in § 3 genannten Zusammenfassungen alle personenbezogenen Daten entfernt, um somit die Identifizierung der betroffenen Personen auszuschließen.

§ 6. Die zuständige Behörde übermittelt der Kommission unverzüglich die Informationen, die gemäß den §§ 2 und 3 zu veröffentlichen sind.

*Abschnitt 17. — Geheimhaltungspflicht*

**Art. 18 - § 1.** Mitglieder eines Beratenden Ausschusses oder eines Ausschusses für alternative Streitbeilegung müssen den streng vertraulichen Charakter der Informationen beachten, von denen sie in ihrer Eigenschaft als Mitglied eines Beratenden Ausschusses oder eines Ausschusses für alternative Streitbeilegung Kenntnis erhalten.

§ 2. Die betroffene Person und deren Vertreter gehen mit sämtlichen Informationen, einschließlich Unterlagen, von denen sie während des Verfahrens Kenntnis erhalten, vertraulich um.

Auf Anfrage der zuständigen Behörde erklären die betroffene Person und deren Vertreter, dass sie mit sämtlichen Informationen, einschließlich Unterlagen, von denen sie in den verschiedenen Stadien des Verfahrens Kenntnis erhalten, vertraulich umgehen werden.

**Art. 19 -** Die Verletzung der in Artikel 18 vorgeschriebenen Geheimhaltungspflicht fällt in den Anwendungsbereich von Artikel 458 des Gerichtsgesetzbuches.

**Art. 20 -** Unbeschadet der Aufbewahrung, die für die in der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung) genannte Verarbeitung zu im öffentlichen Interesse liegenden Archivzwecken, zu wissenschaftlichen oder historischen Forschungszwecken und zu statistischen Zwecken notwendig ist, werden die sich aus den im vorliegenden Dekret vorgesehenen Verarbeitungen ergebenden personenbezogenen Daten nicht länger aufbewahrt, als es für die Zwecke ihrer Verarbeitung nötig ist, wobei die höchste Aufbewahrungsfrist ein Jahr nach der Verjährung aller Aktionen, die in die Zuständigkeit des Verantwortlichen für die Verarbeitung fallen, und ggf. dem endgültigen Abschluss der verwaltungsrechtlichen bzw. gerichtlichen Verfahren und Rechtsbehelfe sowie der vollständigen Zahlung aller damit verbundenen Beträge nicht überschreiten darf.

*KAPITEL III. — Abänderungen des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben*

**Art. 21 -** Artikel 20bis des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird um eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„3° infolge eines Verständigungsverfahrens in Anwendung eines internationalen Übereinkommens zur Vermeidung der Doppelbesteuerung oder nach Abschluss eines Streitbeilegungsverfahrens gemäß Artikel 3, 4, 6, 10 oder 15 des Dekrets vom 2. Juli 2020 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2017/1852 des Rates vom 10. Oktober 2017 über Verfahren zur Beilegung von Besteuerungsstreitigkeiten in der Europäischen Union Steuern immer noch fällig sind. In solchem Fall wird die Steuer oder der Steuerzuschlag innerhalb von zwölf Monaten nach dem Datum, an dem das Verfahren zu Ende geht, festgelegt.“

**Art. 22 -** Artikel 27 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Januar 2008 und 10. Dezember 2009, dessen aktueller Wortlaut den § 1 bilden wird, wird um einen § 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 2. Der von der Regierung benannte Beamte gewährt von Amts wegen den Nachlass der zu viel gezahlten Steuer, so wie nach Abschluss eines Verständigungsverfahrens in Anwendung eines internationalen Übereinkommens zur Vermeidung der Doppelbesteuerung oder nach Abschluss eines Streitbeilegungsverfahrens gemäß Artikel 3, 4, 6, 10 oder 15 des Dekrets vom 2. Juli 2020 zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2017/1852 des Rates vom 10. Oktober 2017 über Verfahren zur Beilegung von Besteuerungsstreitigkeiten in der Europäischen Union festgestellt, vorausgesetzt, dass diese zu viel gezahlte Steuer innerhalb von zwölf Monaten nach dem Datum, an dem das Verfahren zu Ende geht, von der Verwaltung festgestellt oder von deren Abgabepflichtigen gemeldet worden ist.“

*KAPITEL IV. — Übergangsbestimmung*

**Art. 23 -** Das vorliegende Dekret gilt für jede ab dem 1. Juli 2019 eingereichte Beschwerde betreffend Streitfragen über Einkommen oder Vermögen aus einem Besteuerungszeitraum, der am 1. Januar 2018 oder nach diesem Datum beginnt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Juli 2020

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

C. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

P.-Y. DERMAGNE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2019-2020*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 154 (2019-2020) Nn 1 bis 4.  
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 1. Juli 2020.

Diskussion.

Abstimmung.

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/42362]

**2 JULI 2020. — Decreet tot omzetting van richtlijn (EU) 2017/1852 van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** § 1. Bij dit decreet wordt richtlijn (EU) 2017/1852 van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie, hierna richtlijn (EU) 2017/1852 genoemd, omgezet.

§ 2. Bij dit decreet worden voorschriften vastgesteld met betrekking tot een mechanisme ter beslechting van geschillen tussen lidstaten welke ontstaan naar aanleiding van de uitleg en toepassing van overeenkomsten en verdragen ter voorkoming van de dubbele belasting op inkomsten en, waar van toepassing, op vermogen.

Dit decreet is van toepassing voor zover deze belastingen en taksen belastingen op inkomsten en, in voorkomend geval, op het vermogen zijn in de zin van artikel 1 van richtlijn (EU) 2017/1852 betreffende:

1° gewestelijke belastingen, in hoofdsom en interesten, en boetes, die gevestigd worden door decreten behalve voor zover bedoelde decreten daarvan afwijken;

2° de gewestelijke belastingen bedoeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

3° de andere belastingen en taksen waarop de artikelen L3321-1 tot en met L3321-12 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisering van toepassing zijn.

HOOFDSTUK II. — *Mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie*

*Afdeling 1.* — *Begripsomschrijvingen*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° de betrokken lidstaat: een lidstaat van de Europese Unie en zijn territoriale of administratieve entiteiten, met inbegrip van zijn plaatselijke overheden, die bij het geschil betrokken zijn;

2° de bevoegde autoriteit: de door de Regering aangewezen autoriteit;

3° de buitenlandse autoriteit: de in artikel 2, lid 1, onder *a*), van richtlijn (EU) 2017/1852 bedoelde autoriteit van een andere lidstaat, die als zodanig door elke betrokken lidstaat is aangewezen;

4° de bevoegde rechtbank: naar gelang van het geval, de rechtbank van eerste aanleg of de president van de rechtbank van eerste aanleg, die zitting houdt als in kort geding;

5° de dubbele belasting: de heffing door twee of meer lidstaten over dezelfde belastbare inkomsten of over hetzelfde belastbare vermogen met betrekking tot belastingen die vallen onder een overeenkomst of verdrag ter voorkoming van dubbele belasting op de inkomsten en, in voorkomend geval, op het vermogen, wanneer deze heffing aanleiding geeft tot:

- a) een additionele belastingheffing;
- b) een toename van de belastingverplichtingen;
- c) de annulering of vermindering van verliezen die met belastbare winst kunnen worden verrekend;

6° de belanghebbende : elke persoon die een fiscaal ingezetene is van een lidstaat en voor wiens belastingheffing het geschilpunt rechtstreekse gevolgen heeft;

7° de grote onderneming: een onderneming die op de sluitingsdatum van de balans meer dan twee van de volgende drie criteria overschrijdt:

- a) totaal van de balans: 20 000 000 euro;
- b) netto-omzet : 40 000 000 euro;
- c) gemiddelde personeelsbestand gedurende het boekjaar: 250;

8° de grote groep : een groep bestaande uit in een consolidatie op te nemen moeder- en dochterondernemingen die, op geconsolideerde basis, op de balansdatum van de moederonderneming de grensbedragen voor ten minste twee van de volgende drie criteria overschrijdt:

- a) totaal van de balans: 20 000 000 euro;
- b) netto-omzet : 40 000 000 euro;
- c) gemiddeld personeelsbestand gedurende het boekjaar: 250;

9° het geschil: het geval dat aanleiding geeft tot een geschil als bedoeld in artikel 1, § 2;

10° de verwerkingsverantwoordelijke: de persoon bedoeld in artikel 4, 7) van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming), die persoon is de bevoegde autoriteit, de in artikel 7 bedoelde raadgevende commissie of de in artikel 9 bedoelde commissie voor alternatieve geschilbeslechting, elk voor de gegevensverwerking die zij verrichten ten behoeve van de uitoefening van de opdrachten van openbare dienst die hun bij dit decreet zijn toevertrouwd.

## *Afdeling 2. — Klacht*

**Art. 3. § 1.** Elke belanghebbende kan een klacht indienen met betrekking tot een geschilpunt bij de bevoegde autoriteit, waarbij om de beslechting van het geschil wordt verzocht.

De klacht moet worden ingediend binnen een termijn van drie jaar, te rekenen vanaf de ontvangst van de eerste kennisgeving van de handeling die tot het geschilpunt aanleiding geeft of zal geven, ongeacht of de belanghebbende de nationale rechtsmiddelen aanwendt.

De belanghebbende dient de klacht tegelijkertijd en met dezelfde gegevens bij de bevoegde buitenlandse autoriteit in en geeft in de klacht aan welke andere lidstaten betrokken zijn bij het geschil.

§ 2. Elke klacht wordt binnen twee maanden na ontvangst door de bevoegde autoriteit bevestigd.

§ 3. De bevoegde autoriteit stelt de buitenlandse autoriteit binnen de in paragraaf 2 bedoelde termijn in kennis van een deze klacht. De bevoegde autoriteit stelt de buitenlandse autoriteit op dat moment in kennis van de taal of talen waarin zij tijdens de desbetreffende procedurehandelingen wil communiceren.

§ 4. De klacht bedoeld in paragraaf 1 wordt alleen aanvaard indien de belanghebbende die de klacht indient in een eerste fase de bevoegde autoriteit de volgende inlichtingen verschaft:

1° het/de naam (namen), adres (adressen), fisca(a)le identificatienummer(s) en alle andere inlichtingen die nodig zijn voor de identificatie van de belanghebbende (belanghebbenden) die de klacht heeft (hebben) ingediend bij de bevoegde autoriteit, de buitenlandse autoriteit en van elke andere belanghebbende;

2° het betrokken aanslagjaar, of bij gebrek de belastingtijdvakken;

3° nadere informatie over de relevante feiten en omstandigheden van de zaak (met inbegrip van bijzonderheden over de structuur van de transactie en over de verhouding tussen de belanghebbende en de andere partijen bij de relevante transacties, alsmede van de feiten die te goeder trouw in een wederzijds bindende overeenkomst tussen de belanghebbende en de belastingdienst zijn vastgelegd, waar van toepassing) en meer in het bijzonder de aard en de datum van de handelingen die aanleiding geven tot het geschilpunt (waaronder, in voorkomend geval, bijzonderheden over dezelfde in de andere lidstaat ontvangen inkomsten en over de opneming daarvan in de belastbare inkomsten in de andere lidstaat, en bijzonderheden over de belastingen die in verband met die inkomsten in de andere lidstaat zijn geheven of zullen worden geheven), alsmede de daarmee verband houdende bedragen in de valuta's van de betrokken lidstaten, met een afschrift van eventuele bewijsstukken;

4° een verwijzing naar de toepasselijke wettelijke regels en naar de overeenkomsten of verdragen als bedoeld in artikel 1, § 2, eerste lid; indien meer dan één overeenkomst of verdrag van toepassing is, vermeldt de belanghebbende die de klacht indient welke overeenkomst of welk verdrag met betrekking tot het geschilpunt in kwestie wordt uitgelegd. Die overeenkomst of dat verdrag is voor de toepassing van dit decreet de toepasselijke overeenkomst of het toepasselijke verdrag;

5° de volgende informatie, verstrekt door de belanghebbende die de klacht heeft ingediend bij de bevoegde autoriteit, samen met een afschrift van eventuele bewijsstukken:

- a) een verklaring waarom de belanghebbende meent dat er sprake is van een geschilpunt;
- b) nadere bijzonderheden over elk door de belanghebbende ingesteld beroep en elke door de belanghebbende opgestarte rechtszaak met betrekking tot de relevante transacties, en over elke rechterlijke beslissing in verband met het geschilpunt;
- c) een toezegging van de belanghebbende dat hij zo volledig en zo snel mogelijk op alle toepasselijke verzoeken van een bevoegde autoriteit zal reageren en op verzoek van de bevoegde autoriteit of de buitenlandse autoriteit alle documentatie zal verstrekken;

d) in voorkomend geval, een afschrift van het definitieve besluit over de belastingaanslag — in de vorm van een definitieve belastingaanslag, een verslag van de belastingcontrole of een ander gelijkwaardig document — dat aanleiding geeft tot het geschilpunt, en een afschrift van elk ander document dat de belastingautoriteiten met betrekking tot het geschilpunt hebben verstrekt;

e) in voorkomend geval, informatie over eventuele klachten die door de belanghebbende zijn ingediend uit hoofde van een andere procedure voor onderling overleg of uit hoofde van een andere geschilbeslechtingsprocedure, als omschreven in artikel 16, § 5, en een uitdrukkelijke toezegging van de belanghebbende dat hij het bepaalde in artikel 16, § 5, zal naleven;

6° alle door de bevoegde autoriteiten gevraagde specifieke aanvullende informatie die noodzakelijk wordt geacht voor een grondig onderzoek van de zaak in kwestie.

§ 5. De bevoegde autoriteit kan om de in paragraaf 4, 6°, bedoelde informatie verzoeken binnen drie maanden, te rekenen vanaf de ontvangst van de klacht.

Indien dit door de bevoegde autoriteit nodig wordt geacht, kunnen verdere verzoeken om informatie worden gedaan tijdens de in artikel 4 bedoelde procedure voor onderling overleg.

Het in het lid 1 en 2 bedoelde verzoek mag niet leiden tot de bekendmaking van een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of van een fabrieks- of handelswerkwijze.

Een belanghebbende die een verzoek bedoeld in paragraaf 4, 6°, ontvangt, antwoordt binnen drie maanden na ontvangst van het verzoek.

Tegelijkertijd wordt ook een afschrift van dit antwoord toegezonden aan de buitenlandse autoriteit.

§ 6. Binnen zes maanden na ontvangst van de klacht door de bevoegde autoriteit of binnen zes maanden na ontvangst van de in paragraaf 4, 6°, bedoelde informatie, indien dit later is, neemt de bevoegde autoriteit een besluit over de aanvaarding of afwijzing van de in paragraaf 1 bedoelde klacht.

De bevoegde autoriteit stelt de belanghebbende en de buitenlandse autoriteit onverwijld in kennis van haar besluit.

Binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, kan de bevoegde autoriteit besluiten het geschilpunt eenzijdig te beslechten, zonder de buitenlandse autoriteit erbij te betrekken. In dat geval stelt de bevoegde autoriteit de belanghebbende en de buitenlandse autoriteit daarvan onverwijld in kennis. Na die kennisgeving worden de procedurehandelingen uit hoofde van dit decreet beëindigd.

§ 7. Een belanghebbende die een klacht wenst in te trekken, dient gelijktijdig bij de bevoegde autoriteiten en de buitenlandse autoriteit een schriftelijke kennisgeving van intrekking in. Met die kennisgeving worden alle procedurehandelingen uit hoofde van dit decreet onmiddellijk beëindigd. De bevoegde autoriteit die een dergelijke kennisgeving ontvangen, stelt de buitenlandse autoriteit onverwijld in kennis van die beëindiging van procedurehandelingen.

§ 8. Indien een geschilpunt om welke reden dan ook ophoudt te bestaan, worden alle procedurehandelingen uit hoofde van dit decreet onmiddellijk beëindigd en stelt de bevoegde autoriteit de belanghebbende onverwijld in kennis van deze situatie met de opgave van de algemene redenen daarvoor.

§ 9. De belanghebbende kan de mededelingen vermeld in respectievelijk de paragrafen 1, 5 en 7, bij wijze van afwijking van die bepalingen alleen indienen bij de buitenlandse autoriteit van de lidstaat waarvan de belanghebbende ingezetene is, of bij de bevoegde autoriteit wanneer de belanghebbende in het Waalse Gewest ingezetene is:

1° hetzij wanneer ze een natuurlijke persoon is;

2° hetzij wanneer ze geen grote onderneming is en geen deel uitmaakt van een grote groep.

De buitenlandse autoriteit of de bevoegde autoriteit naar gelang van het geval, stelt de bevoegde autoriteit of de buitenlandse autoriteit tegelijkertijd in kennis van de mededelingen, zulks binnen twee maanden na ontvangst van deze mededelingen. Zodra een dergelijke kennisgeving is geschied, wordt de belanghebbende geacht de mededeling op de datum van die kennisgeving bij alle betrokken lidstaten te hebben ingediend.

Indien er aanvullende informatie wordt ontvangen uit hoofde van paragraaf 5, zendt de bevoegde autoriteit die de aanvullende informatie heeft ontvangen, een afschrift daarvan toe aan de buitenlandse autoriteit. Zodra deze mededeling is gedaan, wordt de buitenlandse autoriteit geacht deze aanvullende informatie te hebben ontvangen op de datum waarop de bevoegde autoriteit de informatie heeft ontvangen.

### *Afdeling 3. — Procedure voor onderling overleg*

**Art. 4.** § 1. Indien de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit een klacht bedoeld in artikel 3, § 1, aanvaarden, trachten zij binnen een termijn van twee jaar, te rekenen vanaf de laatste kennisgeving van een besluit van een van de lidstaten tot aanvaarding van de klacht, het geschilpunt in onderling overleg te beslechten.

De in de eerste alinea bedoelde termijn van twee jaar kan op verzoek van een bevoegde autoriteit of buitenlandse autoriteit aan respectievelijk de buitenlandse autoriteit of de bevoegde autoriteit met ten hoogste één jaar worden verlengd, mits de verzoekende bevoegde autoriteit of buitenlandse autoriteit dit verzoek schriftelijk motiveert.

§ 2. Zodra de bevoegde autoriteit binnen de in paragraaf 1 vastgestelde termijn overeenstemming over de beslechting van het geschilpunt heeft bereikt, stelt de bevoegde autoriteit de belanghebbende daarvan onverwijld in kennis in de vorm van een besluit dat bindend is voor de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit en afdwingbaar door de belanghebbende, mits de belanghebbende het besluit aanvaardt en, indien toepasselijk, afziet van het recht om andere rechtsmiddelen aan te wenden.

Indien er reeds procedurehandelingen met betrekking tot dergelijke andere rechtsmiddelen waren begonnen, wordt het besluit enkel bindend en afdwingbaar zodra de belanghebbende ten overstaan van de bevoegde autoriteit bewijzen heeft verstrekt die aantonen dat er stappen zijn gezet om deze procedurehandelingen te beëindigen. Deze bewijzen worden verstrekt uiterlijk zestig dagen nadat de belanghebbende van het bovengenoemde besluit in kennis is gesteld. Het besluit wordt vervolgens onverwijld uitgevoerd, ongeacht de termijnen waarin de nationale wetgeving voorziet.

§ 3. Indien de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit binnen de in paragraaf 1 vastgestelde termijn geen overeenstemming bereiken over de beslechting van het geschilpunt, stelt de bevoegde autoriteit de belanghebbende daarvan in kennis, met opgave van de algemene redenen waarom geen overeenstemming kon worden bereikt.



*Afdeling 4. — Besluit van de bevoegde autoriteit betreffende de klacht*

**Art. 5.** § 1. De bevoegde autoriteit kan binnen de in artikel 3, § 6, eerste lid, vastgestelde termijn tot afwijzing van een klacht besluiten wanneer:

- 1° de uit hoofde van artikel 3, § 4, vereiste inlichtingen ontbreken;
- 2° er geen sprake is van een geschilpunt, of;
- 3° de klacht niet binnen de in artikel 3, § 1, tweede lid, bedoelde termijn van drie jaar is ingediend.

Wanneer de bevoegde autoriteit de belanghebbende daarvan overeenkomstig het bepaalde in artikel 3, § 6, in kennis stelt, geeft zij de algemene redenen voor haar afwijzing op.

§ 2. Indien een bevoegde autoriteit binnen de in artikel 3, § 6, vastgestelde termijn geen besluit over de klacht heeft genomen, wordt de klacht geacht door die bevoegde autoriteit te zijn aanvaard.

§ 3. Indien de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit de klacht afwijzen, kan de belanghebbende een beroep instellen tegen het besluit van de bevoegde autoriteit, overeenkomstig de artikelen 1385 en 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek.

De belanghebbende die dit recht van beroep uitoefent, kan geen verzoek indienen uit hoofde van artikel 6, eerste lid, 1°:

- 1° zolang het besluit nog in beroep wordt behandeld;
- 2° wanneer het besluit tot afwijzing nog vatbaar is voor beroep;
- 3° wanneer het besluit tot afwijzing is bevestigd in het kader van de onder 1° bedoelde beroepsprocedure, maar het in een van de betrokken lidstaten niet mogelijk is af te wijken van het besluit van de bevoegde rechtbank of andere gerechtelijke overheden.

Indien het recht van beroep is uitgeoefend, wordt het besluit van de bevoegde rechtbank in aanmerking genomen voor de toepassing van artikel 6, § 1, eerste lid, 1°.

*Afdeling 5. — Geschilbeslechting door de raadgevende commissie*

**Art. 6.** § 1. Op verzoek van de belanghebbende aan de bevoegde autoriteit of buitenlandse autoriteit stellen die bevoegde autoriteiten overeenkomstig artikel 8 een raadgevende commissie in indien:

- 1° de klacht van die belanghebbende op grond van artikel 5, § 1, werd afgewezen door de bevoegde autoriteit of de buitenlandse autoriteit, maar niet door alle autoriteiten;
- 2° de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit de klacht van de belanghebbende hadden aanvaard, maar binnen de in artikel 4, § 1, vastgestelde termijn geen overeenstemming hebben kunnen bereiken over de beslechting van het geschilpunt in onderling overleg.

De belanghebbende kan het verzoek bedoeld in het eerste lid enkel doen indien, tegen de in artikel 5, § 1, bedoelde afwijzing, geen beroep kan worden ingesteld, geen beroep aanhangig is of de belanghebbende formeel afstand heeft gedaan van zijn recht van beroep. Het verzoek bevat een verklaring in die zin.

De belanghebbende doet het verzoek om een raadgevende commissie op te richten schriftelijk, uiterlijk vijftig dagen na ontvangst van de kennisgeving op grond van artikel 3, § 6, of artikel 4, § 3, of uiterlijk vijftig dagen na afgifte van het besluit door de betrokken rechtbank of gerechtelijke instantie krachtens artikel 5, § 3, naargelang het geval.

De raadgevende commissie wordt uiterlijk 120 dagen na ontvangst van het verzoek ingesteld; zodra dat is gebeurd, stelt de voorzitter van deze commissie de belanghebbende daarvan onverwijld in kennis.

§ 2. De in het geval van paragraaf 1, eerste lid, 1°, ingestelde raadgevende commissie neemt binnen zes maanden nadat zij is ingesteld een besluit over de aanvaarding van de klacht.

Zij stelt de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit in kennis van haar besluit binnen dertig dagen na de vaststelling ervan.

Indien de raadgevende commissie heeft bevestigd dat aan alle voorschriften van artikel 3 is voldaan, wordt op verzoek van de bevoegde autoriteit of de buitenlandse autoriteit de procedure voor onderling overleg van artikel 4, § 1 opgestart.

De bevoegde autoriteit stelt de raadgevende commissie, de buitenlandse autoriteit en de belanghebbende van dat verzoek in kennis. De in artikel 4, § 1, genoemde termijn begint vanaf de datum van de kennisgeving van het besluit dat de raadgevende commissie betreffende de aanvaarding van de klacht heeft genomen.

Indien noch de bevoegde autoriteit, noch de buitenlandse autoriteit binnen een termijn van zestig dagen na de datum van de kennisgeving van het besluit bedoeld in het tweede lid van de raadgevende commissie heeft verzocht om de procedure voor onderling overleg op te starten, brengt de raadgevende commissie overeenkomstig artikel 14, § 1, advies uit over de beslechting van het geschilpunt. In dat geval wordt, voor de toepassing van artikel 14, § 1, de raadgevende commissie geacht te zijn ingesteld op de datum waarop de termijn van zestig dagen verstrijkt.

§ 3. In het geval bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, brengt de raadgevende commissie overeenkomstig artikel 14, § 1, advies uit over de beslechting van het geschilpunt.

§ 4. Indien de raadgevende commissie geen advies uitbrengt binnen de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde termijn, is de in artikel 12, § 1, eerste lid, 2°, bedoelde vergoeding niet verschuldigd.

§ 5. De belanghebbende kan de mededelingen vermeld in de paragraaf 1, bij wijze van afwijking van die bepalingen alleen indienen bij de buitenlandse autoriteit van de lidstaat waarvan de belanghebbende ingezetene is, of bij de bevoegde autoriteit wanneer de belanghebbende in het Waalse Gewest ingezetene is:

- 1° hetzij wanneer ze een natuurlijke persoon is;
- 2° hetzij wanneer ze geen grote onderneming is en geen deel uitmaakt van een grote groep.

De buitenlandse autoriteit of de bevoegde autoriteit naar gelang van het geval, stelt de bevoegde autoriteit of de buitenlandse autoriteit tegelijkertijd in kennis van de mededelingen, zulks binnen twee maanden na ontvangst van deze mededelingen. Zodra een dergelijke kennisgeving is geschied, wordt de belanghebbende geacht de mededeling op de datum van die kennisgeving bij alle betrokken lidstaten te hebben ingediend.

*Afdeling 6. — Benoemingen door bevoegde rechtbanken*

**Art. 7. § 1.** Indien binnen de in artikel 6, § 1, vierde lid, bedoelde termijn geen raadgevende commissie wordt ingesteld, kan de belanghebbende bij de president van de rechtbank van eerste aanleg in kort geding een vordering in kort geding instellen om de raadgevende commissie in te stellen.

§ 2. Indien de bevoegde autoriteit heeft nagelaten ten minste één vooraanstaande onafhankelijke persoon en een plaatsvervanger te benoemen, kan de belanghebbende de president van de rechtbank van eerste aanleg in kort geding verzoeken een vooraanstaande onafhankelijke persoon en een plaatsvervanger te benoemen uit de in artikel 9 bedoelde lijst.

Indien de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit hebben nagelaten ten minste één vooraanstaande onafhankelijke persoon en een plaatsvervanger te benoemen, kan de belanghebbende de president van de rechtbank van eerste aanleg in kort geding verzoeken de twee onafhankelijke personen te benoemen uit de in artikel 9 bedoelde lijst.

Deze vooraanstaande onafhankelijke personen benoemen overeenkomstig artikel 8, § 3, de voorzitter door loting uit de lijst bedoeld in artikel 9.

Wanneer meer dan één belanghebbende bij de procedure betrokken is, delen de belanghebbenden het verzoek om benoeming van de vooraanstaande onafhankelijke personen en hun plaatsvervangers mee aan elk van hun respectieve woonstaten.

Wanneer slechts één belanghebbende bij de procedure betrokken is, deelt deze belanghebbende het verzoek om benoeming van de vooraanstaande onafhankelijke personen en hun plaatsvervangers mee aan de bevoegde autoriteit of de buitenlandse autoriteit van de lidstaat die niet ten minste één vooraanstaande onafhankelijke persoon en één plaatsvervanger heeft benoemd.

§ 3. De verzoeken bedoeld in de paragrafen 1 en 2 worden pas aan de rechtbank bedoeld in paragraaf 1 of paragraaf 2 voorgelegd na het verstrijken van de in artikel 6, § 1, vierde lid, genoemde termijn van 120 dagen, en uiterlijk binnen een termijn van dertig dagen na het verstrijken van die termijn.

§ 4. In de gevallen bedoeld in paragraaf 2 wijst de president van de rechtbank van eerste aanleg in kort geding de vooraanstaande onafhankelijke personen aan overeenkomstig artikel 1680, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Tegen besluiten tot benoeming of vervanging van de vooraanstaande onafhankelijke personen kan geen beroep worden ingesteld. Tegen een dergelijke beslissing kan echter een hoger beroep worden ingesteld indien de president van de rechtbank van eerste aanleg heeft besloten geen benoeming te doen.

De rechtbank van eerste instantie stelt de bevoegde autoriteit van de benoeming in kennis. De bevoegde autoriteit stelt de betrokken lidstaten in kennis van de aanwijzing.

*Afdeling 7. — De raadgevende commissie*

**Art. 8. § 1.** De in artikel 6 bedoelde raadgevende commissie is als volgt samengesteld:

1° één voorzitter;

2° één vertegenwoordiger van de bevoegde autoriteit en een vertegenwoordiger van de buitenlandse autoriteit. Indien de bevoegde autoriteiten en de buitenlandse autoriteit het erover eens zijn, kan het aantal vertegenwoordigers worden verhoogd tot twee per autoriteit;

3° één vooraanstaande onafhankelijke persoon die door de bevoegde autoriteit wordt benoemd en een vooraanstaande onafhankelijke persoon die door de buitenlandse autoriteit wordt benoemd uit de in artikel 9 bedoelde lijst. Indien de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit het erover eens zijn, kan het aantal benoemde personen worden verhoogd tot twee per autoriteit.

§ 2. De bepalingen voor de benoeming van de vooraanstaande onafhankelijke personen worden overeengekomen tussen de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit. Na de benoeming van de vooraanstaande onafhankelijke personen wordt in overeenstemming met de voor de benoeming van de onafhankelijke personen geldende bepalingen voor ieder van hen een plaatsvervanger benoemd voor gevallen waarin de onafhankelijke personen verhinderd zijn hun functie uit te oefenen.

§ 3. Indien er over de bepalingen voor de benoeming van vooraanstaande onafhankelijke personen geen overeenstemming is bereikt overeenkomstig paragraaf 2, geschiedt de benoeming van die personen door loting.

§ 4. Tenzij de vooraanstaande onafhankelijke personen door de president van de rechtbank van eerste aanleg volgens de bepalingen van artikel 7, § 1, zijn benoemd, kan de bevoegde autoriteit bezwaar maken tegen de benoeming van een bepaalde vooraanstaande onafhankelijke persoon om elke vooraf tussen de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit overeengekomen reden of om een van de volgende redenen:

1° deze persoon behoort tot of werkt namens een van de betrokken belastingadministraties of heeft op een bepaald moment tijdens de drie voorafgaande jaren in die situatie verkeerd;

2° deze persoon heeft een deelneming van betekenis of stemrecht in een van de belanghebbenden in kwestie — of heeft die er in de loop van de vijf jaar vóór zijn benoeming gehad — of is er werknemer of adviseur — of is dat in de loop van de vijf jaar vóór zijn benoeming geweest;

3° deze persoon biedt onvoldoende garanties om het geschil of de geschillen objectief te behandelen;

4° deze persoon is een werknemer van een bedrijf dat belastingadvies verleent of anderszins beroepsmatig belastingadvies verleent, of heeft in de loop van een periode van ten minste drie jaar vóór zijn benoeming in die situatie verkeerd.

§ 5. De bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit kan eisen dat een overeenkomstig de paragrafen 2 of 3 benoemde vooraanstaande persoon of diens plaatsvervanger opening van zaken geeft wat betreft belangen, relaties of andere aangelegenheden die naar verwachting de onafhankelijkheid of onpartijdigheid van die persoon kunnen beïnvloeden, of waarvan redelijkerwijs kan worden aangenomen dat die persoon de procedurehandelingen met vooringenomenheid zal ingaan.

Gedurende een periode van twaalf maanden nadat het besluit van de raadgevende commissie is genomen, mag een vooraanstaande onafhankelijke persoon die deel uitmaakt van de raadgevende commissie, niet in een situatie verkeren die voor de bevoegde autoriteit of de buitenlandse autoriteit een aanleiding zou zijn geweest om bezwaar te maken tegen zijn benoeming, als bedoeld in dit paragraaf, indien die persoon in die situatie had verkeerd op het moment van de benoeming voor de bewuste raadgevende commissie.

§ 6. De vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit en de vooraanstaande onafhankelijke personen die overeenkomstig paragraaf 1 zijn benoemd, kiezen een voorzitter uit de in artikel 9 bedoelde lijst van personen. Tenzij anders is overeengekomen door de vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit en de vooraanstaande onafhankelijke personen, is de voorzitter een rechter.

*Afdeling 8. — Lijst van vooraanstaande onafhankelijke personen*

**Art. 9.** § 1. De Regering benoemt ten minste drie bekwame en onafhankelijke personen die in staat zijn onpartijdig en integer te handelen, zodat de lijst van vooraanstaande onafhankelijke personen kan worden opgesteld die alle door de lidstaten voorgedragen vooraanstaande onafhankelijke personen omvat.

De kennisgeving van de procedure voor de benoeming van de in lid 1 bedoelde vooraanstaande onafhankelijke personen, alsook het profiel waaraan zij moeten voldoen, worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De definitieve beslissing tot benoeming wordt eveneens binnen een maand na de kennisgeving in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 2. De Regering stelt de Europese Commissie in kennis van de namen van de door haar benoemde vooraanstaande onafhankelijke personen.

De Regering verstrekt de Europese Commissie tevens volledige en actuele informatie over de professionele en academische achtergrond, bekwaamheid en deskundigheid van deze personen en over elk belangenconflict dat zij mogelijk hebben. Zij specificeert welke van deze personen als voorzitter kan worden benoemd.

§ 3. De Regering stelt de Europese Commissie onverwijld in kennis van alle wijzigingen in de lijst van door haar aangewezen vooraanstaande onafhankelijke personen.

Met betrekking tot de verwijdering van vooraanstaande onafhankelijke personen van de lijst stelt de Regering de onafhankelijke personen per aangetekende brief op de hoogte van deze verwijdering.

§ 4. Indien een lidstaat, rekening houdend met de desbetreffende bepalingen van dit artikel, gegronde redenen heeft om er bezwaar tegen te maken dat een vooraanstaande onafhankelijke persoon op de bovengenoemde lijst blijft staan vanwege een gebrek aan onafhankelijkheid, stelt hij de Europese Commissie daarvan in kennis en onderbouwt hij zijn bezorgdheid met passende bewijzen. De Europese Commissie stelt op haar beurt de lidstaat die de persoon in kwestie heeft benoemd in kennis van de bezwaren en de desbetreffende bewijzen. Op grond van deze bezwaren en desbetreffende bewijzen neemt de Regering binnen zes maanden de nodige maatregelen om het bezwaar te onderzoeken, en verder neemt de Regering het besluit of de persoon op de lijst gehandhaafd wordt of van de lijst verwijderd wordt. De Regering stelt de Europese Commissie vervolgens onverwijld in kennis van zijn besluit.

*Afdeling 9. — De commissie voor alternatieve geschilbeslechting*

**Art. 10.** § 1. De bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit kunnen overeenkomen om in plaats van een raadgevende commissie bedoeld in artikel 6 een commissie voor alternatieve geschilbeslechting in te stellen om overeenkomstig artikel 14 advies uit te brengen over de beslechting van het geschilpunt. De bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit kunnen tevens overeenkomen een commissie voor alternatieve geschilbeslechting in te stellen in de vorm van een commissie van permanente aard.

§ 2. Behalve wat betreft de bepalingen van artikel 8, §§ 4 en 5, inzake de onafhankelijkheid van haar leden, kan de commissie voor alternatieve geschilbeslechting qua vorm en samenstelling verschillen van de raadgevende commissie.

De commissie voor alternatieve geschilbeslechting kan, waar passend, elke geschilbeslechtingsprocedure of -techniek toepassen om het geschilpunt op bindende wijze op te lossen.

§ 3. De bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit komen overeenkomstig artikel 11, § 4, de werkingsregels van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting overeen.

§ 4. De artikelen 12 en 13 zijn van toepassing op de commissie voor alternatieve geschilbeslechting, tenzij in de werkingsregels als bedoeld in artikel 11 anders is overeengekomen.

*Afdeling 10. — Werkingsregels van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting*

**Art. 11.** § 1. De bevoegde autoriteit stelt de belanghebbende binnen de in artikel 6, § 1, vierde lid, genoemde termijn in kennis van het volgende:

- 1° de werkingsregels van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting;
- 2° de termijn waarbinnen het advies over de beslechting van het geschilpunt zal worden uitgebracht;
- 3° de verwijzingen naar alle toepasselijke bepalingen van intern recht van de lidstaten en alle toepasselijke overeenkomsten of verdragen.

§ 2. De werkingsregels worden ondertekend tussen de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit van elke lidstaat die bij het geschil betrokken is.

De werkingsregels bevatten met name het volgende:

- 1° de beschrijving en de kenmerken van het geschilpunt;
- 2° het mandaat waarover de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit overeenstemming bereiken wat de te regelen juridische en feitelijke kwesties betreft;
- 3° de vorm van het geschilbeslechtingsorgaan, ofwel een raadgevende commissie, ofwel een commissie voor alternatieve geschilbeslechting, alsmede het soort procedure voor de alternatieve geschilbeslechting, indien de procedure verschilt van die van het onafhankelijke advies door een raadgevende commissie;
- 4° het tijdschema van de geschilbeslechtingsprocedure;
- 5° de samenstelling van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting met inbegrip van het aantal en de namen van de leden, gegevens over hun bekwaamheid en kwalificaties, en informatie over eventuele belangenconflicten van de leden;
- 6° de regels voor deelname van de belanghebbende (belanghebbenden) en derde partijen aan de procedurehandelingen, de uitwisselingen van memoranda, inlichtingen en bewijsstukken, de kosten, het soort geschilbeslechtingsprocedure dat gebruikt wordt en alle andere relevante procedurele of organisatorische aangelegenheden;
- 7° de logistieke regelingen voor de procedurehandelingen van de raadgevende commissie en het uitbrengen van haar advies

Indien een raadgevende commissie overeenkomstig artikel 6, § 1, eerste alinea, 1°, is ingesteld om advies uit te brengen, dan bevatten de werkingsregels alleen de in het eerste lid, 1°, 4°, 5° en 6°, bedoelde informatie.

§ 3. Indien de werkingsregels onvolledig zijn of indien de betrokkene niet op de hoogte is gebracht van de werkingsregels, zijn de door de Europese Commissie vastgestelde standaardwerkingsregels van toepassing.

§ 4. Indien de bevoegde autoriteit geen kennis heeft gegeven van de werkingsregels aan de belanghebbende overeenkomstig paragraaf 1 en paragraaf 2, worden deze door de vooraanstaande onafhankelijke personen en de voorzitter op basis van de in paragraaf 3 bedoelde standaardwerkingsregels aangevuld en aan de belanghebbende toegezonden binnen een termijn van twee weken, te rekenen vanaf de datum waarop de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting is ingesteld.

Wanneer de vooraanstaande onafhankelijke personen en de voorzitter geen overeenstemming hebben bereikt over de werkingsregels of de belanghebbende daarvan niet in kennis hebben gesteld, kunnen de belanghebbenden zich tot de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, in kort geding zitting houdend, wenden om een beschikking te verkrijgen die bevel geeft tot vaststelling en toepassing van de standaardwerkingsregels bedoeld in paragraaf 3.

#### *Afdeling 11. — Kosten van de procedurehandelingen*

**Art. 12.** § 1. Met uitzondering van het bepaalde in paragraaf 2, en tenzij de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit anders zijn overeengekomen, worden de hierna genoemde kosten gelijk over de lidstaten verdeeld:

1° de uitgaven van de vooraanstaande onafhankelijke personen, die een bedrag vormen dat gelijk is aan het gemiddelde van de gebruikelijke terugbetaling aan hoge ambtenaren van de betrokken lidstaten;

2° de vergoeding van de onafhankelijke personen, indien van toepassing, die beperkt is tot 1 000 EUR per persoon per dag voor iedere dag dat de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting bijeenkomt.

De kosten die de belanghebbende maakt, worden niet door de lidstaten gedragen.

§ 2. Alle in paragraaf 1, eerste alinea, bedoelde kosten worden, voor zover de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit zulks overeenkomen, door de belanghebbende gedragen wanneer hij:

1° een kennisgeving van intrekking van de klacht heeft ingediend, overeenkomstig artikel 3, § 7;

2° na een verzoek uit hoofde van artikel 6, § 1, een afwijzing overeenkomstig artikel 5, § 1 1, heeft ingediend en de raadgevende commissie heeft besloten dat de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit de klacht terecht hebben afgewezen.

#### *Afdeling 12. — Inlichtingen, bewijsmiddelen en hoorzittingen*

**Art. 13.** § 1. Ten behoeve van de in artikel 6 bedoelde procedure kan (kunnen) de belanghebbende (belanghebbenden), indien de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit het erover eens zijn, aan de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting alle inlichtingen, bewijsmiddelen en stukken verschaffen die van dienst kunnen zijn om tot een besluit te komen. Op verzoek van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting verschaffen de belanghebbende (belanghebbenden), de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit alle inlichtingen, bewijsmiddelen en stukken. Deze bevoegde autoriteit of buitenlandse autoriteit mag in de volgende gevallen echter weigeren om inlichtingen aan de raadgevende commissie te verstrekken:

1° voor het verkrijgen van de inlichtingen moeten administratieve maatregelen worden genomen die in strijd zijn met de nationale wetgeving;

2° de inlichtingen zijn op grond van de nationale wetgeving niet verkrijgbaar;

3° de inlichtingen hebben betrekking op handelsgeheimen, bedrijfsgeheimen, nijverheidsgeheimen, beroepsgeheimen of op een fabrieks- of handelswerkwijze;

4° de bekendmaking van de inlichtingen is in strijd met de openbare orde.

§ 2. Belanghebbenden kunnen op eigen verzoek en met instemming van de bevoegde autoriteit of buitenlandse autoriteit voor een raadgevende commissie of een commissie voor alternatieve geschilbeslechting verschijnen of zich daar laten vertegenwoordigen. Indien de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting zulks verlangt, zijn de belanghebbenden gehouden voor haar te verschijnen of zich er te laten vertegenwoordigen.

#### *Afdeling 13. — Advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting*

**Art. 14.** § 1. De raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting brengt uiterlijk zes maanden na de datum waarop zij is ingesteld, advies uit aan de bevoegde autoriteit of de buitenlandse autoriteit.

Indien de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting van oordeel is dat het geschilpunt van zodanige aard is dat meer dan zes maanden nodig zijn om advies te kunnen uitbrengen, kan deze termijn bedoeld in het eerste lid met drie maanden worden verlengd.

De raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting stelt de bevoegde autoriteit, de buitenlandse autoriteit en de belanghebbenden van elke verlenging in kennis.

§ 2. De raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting baseert haar advies op de bepalingen van de toepasselijke overeenkomsten of verdragen bedoeld in artikel 1, § 2, eerste lid, alsmede op eventuele toepasselijke nationale wetgevingen.

§ 3. De raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting neemt haar advies aan met gewone meerderheid van leden. Indien geen meerderheid kan worden bereikt, is de stem van de voorzitter bepalend voor het definitieve advies. De voorzitter deelt het advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting mee aan de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit.

#### *Afdeling 14. — Eindbesluit*

**Art. 15.** § 1. Binnen een termijn van zes maanden na de kennisgeving van het advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting bereiken de bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit overeenstemming over de beslechting van het geschilpunt.

§ 2. De bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit kunnen een besluit nemen dat afwijkt van het advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting.



Indien zij er echter niet in slagen overeenstemming over de beslechting van het geschilpunt te bereiken, zijn zij aan het advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschilbeslechting gebonden.

§ 3. De bevoegde autoriteit brengt het eindbesluit onverwijld ter kennis van de belanghebbende.

Bij gebreke van een dergelijke kennisgeving binnen 30 dagen na het nemen van het besluit, en alleen indien de belanghebbende in België woont, kan de belanghebbende zich tot de president van de rechtbank van eerste aanleg die zoals in kort geding zetelt wenden om het eindbesluit te verkrijgen.

§ 4. Het eindbesluit is bindend voor de betrokken lidstaten en vormt geen precedent.

Het eindbesluit wordt ten uitvoer gelegd mits de belanghebbende (belanghebbenden) het aanvaardt (aanvaarden) en afziet (afzien) van het recht om enig internrechtelijk rechtsmiddel aan te wenden binnen zestig dagen vanaf de datum waarop het eindbesluit ter kennis is gebracht, indien van toepassing.

Behalve indien de betreffende rechtbank of andere gerechtelijke instantie van een betrokken lidstaat overeenkomstig de toepasselijke nationale wetgeving betreffende rechtsmiddelen en met toepassing van de criteria uit hoofde van artikel 8 besluit dat er sprake was van een gebrek aan onafhankelijkheid, wordt het eindbesluit ten uitvoer gelegd volgens de nationale wetgeving van de betrokken lidstaten, die als gevolg van het eindbesluit hun belastingheffing wijzigen, ongeacht de termijnen in de nationale wetgeving.

Wanneer het eindbesluit niet ten uitvoer is gelegd, kan de belanghebbende zich overeenkomstig de artikelen 1385*decies* en 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek tot de rechtbank van eerste aanleg wenden met het oog op de tenuitvoerlegging van het besluit.

#### *Afdeling 15. — Wisselwerking met nationale procedures en afwijkingen*

**Art. 16.** § 1. De belanghebbende kan een beroep doen op de in dit decreet bedoelde procedure, zelfs in geval van een definitief geworden belastingaanslag of een beslissing van de ambtenaar die belast is met de vestiging of het administratieve geschil met betrekking tot de aanslag, die heeft geleid tot de definitieve beslechting van het geschil.

§ 2. Het feit dat het geschilpunt het voorwerp is van een procedure voor onderling overleg of een geschilbeslechtingsprocedure uit hoofde van respectievelijk artikel 4 en artikel 6, belet het Waals Gewest niet om voor diezelfde zaak gerechtelijke procedures of procedures met het oog op de toepassing van administratieve en strafrechtelijke sancties in te stellen of voort te zetten.

§ 3. Wanneer de belanghebbende een rechtsmiddel heeft aangewend, gaan de respectievelijk in artikel 3, § 5, en artikel 4, § 1, genoemde termijnen pas in op de datum waarop de beslissing in die procedure definitief is geworden of waarop die procedurehandelingen anderszins definitief zijn gesloten of wanneer de procedurehandelingen zijn opgeschort.

§ 4. Indien de bevoegde rechtbank uitspraak heeft gedaan over een geschil dat in kracht van gewijsde is gegaan en indien het Waals Gewest niet van deze beslissing kan afwijken, stelt de bevoegde autoriteit de buitenlandse autoriteit in kennis van de beslissing van deze rechtbank, en :

1° de in artikel 4 bedoelde procedure voor onderling overleg wordt beëindigd vanaf de datum van die kennisgeving indien op de datum van die kennisgeving geen overeenstemming over het geschil is bereikt;

2° de bepalingen van artikel 6, § 1, kunnen door de belanghebbende niet meer worden ingeroepen indien het geschil tijdens de gehele duur van de in artikel 4 bedoelde procedure voor onderling overleg onopgelost is gebleven;

3° de geschilbeslechtingsprocedure krachtens artikel 6 wordt beëindigd indien de beslissing van de bevoegde rechtbank is genomen nadat een verzoek door een belanghebbende was ingediend uit hoofde van artikel 6, lid 1, maar voordat de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting overeenkomstig artikel 14 aan de bevoegde autoriteit advies heeft uitgebracht. Bovendien stelt de bevoegde autoriteit de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschilbeslechting en de buitenlandse autoriteit in kennis van de gevolgen van de beslissing van de bevoegde rechtbank of andere gerechtelijke instantie.

§ 5. De indiening van een klacht zoals voorzien in artikel 3 maakt een einde aan alle andere lopende procedurehandelingen volgens de procedure voor onderling overleg of de geschilbeslechtingsprocedure uit hoofde van een overeenkomst die of een verdrag bedoeld in artikel 1, § 2, eerste lid, dat wordt uitgelegd of toegepast in verband met het desbetreffende geschilpunt. Dergelijke lopende procedurehandelingen betreffende het desbetreffende geschilpunt worden beëindigd met ingang van de datum van de eerste ontvangst van de klacht door de bevoegde autoriteit of buitenlandse autoriteit.

§ 6. In afwijking van artikel 6 mag de bevoegde autoriteit de toegang tot de geschilbeslechtingsprocedure weigeren indien, in de nationale rechtsorde, sancties zijn opgelegd in verband met gecorrigeerde inkomsten of gecorrigeerd vermogen voor belastingfraude, opzettelijk verzuim en grove nalatigheid.

Wanneer er een gerechtelijke of administratieve procedure is opgestart die aanleiding zou kunnen geven tot dergelijke sancties, en deze procedure gelijktijdig met een van de in dit decreet bedoelde procedures wordt gevoerd, kan een bevoegde autoriteit de in dit decreet bedoelde procedure schorsen vanaf de datum van aanvaarding van de klacht tot de datum van het uiteindelijke resultaat van de procedure.

§ 7. De bevoegde autoriteit kan toegang tot de geschilbeslechtingsprocedure uit hoofde van artikel 6 van geval tot geval weigeren indien een geschilpunt geen betrekking heeft op dubbele belasting. In dat geval stelt de bevoegde autoriteit de belanghebbende en de buitenlandse autoriteit daarvan onverwijld in kennis.

#### *Afdeling 16. — Openbaarmaking*

**Art. 17.** § 1. Raadgevende commissies en commissies voor alternatieve geschilbeslechting brengen hun adviezen bedoeld in artikel 14 schriftelijk uit.

§ 2. De bevoegde autoriteit en de buitenlandse autoriteit kunnen overeenkomen de in artikel 15 bedoelde eindbesluiten in hun geheel te publiceren, indien alle belanghebbenden daarmee instemmen.

§ 3. Indien de buitenlandse autoriteit of de belanghebbende niet met de publicatie van het volledige eindbesluit instemmen, publiceert de bevoegde autoriteit een samenvatting van het eindbesluit.

Deze samenvatting bevat een beschrijving van de kwestie en het onderwerp, de datum, de betrokken belastingtijdvakken, de rechtsgrondslag, de bedrijfstak en een beknopte beschrijving van het uiteindelijke resultaat. Deze samenvatting omvat ook een beschrijving van de gebruikte wijze van arbitrage.

De bevoegde autoriteit zendt de overeenkomstig het eerste lid te publiceren informatie vóór de publicatie ervan toe aan de belanghebbende. Uiterlijk zestig dagen na de ontvangst van deze informatie kan de belanghebbende de bevoegde autoriteit verzoeken geen informatie te publiceren die op een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of op een fabrieks- of handelswerkwijze betrekking heeft, of die in strijd is met de openbare orde.

§ 4. De informatie bedoeld in de paragrafen 2 en 3 wordt meegedeeld via standaardformulieren die door de Europese Commissie zijn opgesteld.

§ 5. Vóór elke publicatie worden de in paragraaf 2 bedoelde eindbesluiten en de in paragraaf 3 bedoelde samenvattingen uit de daarin opgenomen persoonsgegevens verwijderd, waardoor de identificatie van de betrokken personen wordt uitgesloten.

§ 6. De bevoegde autoriteit deelt de Europese Commissie onverwijld de informatie mee die overeenkomstig de paragrafen 2 en 3 moet worden gepubliceerd.

#### Afdeling 17. — Geheimhoudingsplicht

**Art. 18.** § 1. De leden van een raadgevende commissie of een commissie voor alternatieve geschilbeslechting respecteren de strikte vertrouwelijkheid van de informatie die zij in hun hoedanigheid van lid van een raadgevende commissie of een commissie voor alternatieve geschilbeslechting verkrijgen.

§ 2. De belanghebbende en zijn vertegenwoordiger behandelen alle informatie, met inbegrip van kennis van documenten, die zij in de loop van de procedure verkrijgen, als vertrouwelijk.

Op verzoek van de bevoegde autoriteit verklaren de betrokken persoon en zijn vertegenwoordiger dat zij alle informatie, met inbegrip van kennis van documenten, die zij in de loop van de procedure verkrijgen, vertrouwelijk zullen behandelen.

**Art. 19.** De schending van de geheimhoudingsplicht van artikel 18 is onderworpen aan de toepassing van artikel 458 van het Strafwetboek.

**Art. 20.** Onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming), worden de persoonsgegevens die voortkomen uit de verwerkingen in dit decreet niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt met een maximale bewaartermijn die één jaar na de verjaring van alle vorderingen die tot de bevoegdheid van de verwerkingsverantwoordelijke behoren en, in voorkomend geval, de definitieve beëindiging van de administratieve en rechterlijke procedures en rechtsmiddelen en de integrale betaling van alle hiermee verbonden bedragen niet mag overschrijden.

#### HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen

**Art. 21.** Artikel 20bis van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt:

“3° er na een procedure voor onderling overleg in toepassing van een internationale overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting of na een geschilbeslechtingsprocedure bedoeld in de artikelen 3, 4, 6, 10 of 15 van het decreet van 2 juli 2020 tot omzetting van de Richtlijn (EU) 2017/1852 van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie, nog belastingen verschuldigd zijn, in welk geval de belasting of de toeslag wordt vastgesteld binnen twaalf maanden na de datum waarop de procedure is voltooid.”

**Art. 22.** Artikel 27 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 januari 2008 en 10 december 2009, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

“§ 2. De door de Regering aangewezen ambtenaar verleent ambtshalve ontheffing van de teveel betaalde belasting, zoals vastgesteld na een procedure voor onderling overleg in toepassing van een internationale overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting of na een geschilbeslechtingsprocedure bedoeld in de artikelen 3, 4, 6, 10 of 15 van het decreet van 2 juli 2020 tot omzetting van de Richtlijn (EU) 2017/1852 van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie, op voorwaarde dat dit overschot aan belasting door de administratie is geregistreerd of door de belastingplichtige is gemeld binnen twaalf maanden na de datum waarop de procedure is voltooid.”

#### HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen

**Art. 23.** Dit decreet is van toepassing op elke klacht die vanaf 1 juli 2019 wordt ingesteld met betrekking tot geschillen over inkomsten of vermogen die worden ontvangen tijdens een belastbare periode die begint op of na 1 januari 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 juli 2020.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
C. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,  
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) *Zitting 2019-2020.*

Stukken van het Waals Parlement, 154 (2019-2020) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 1 juli 2020.

Bespreking.

Stemming.

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/203033]

### 25 JUN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon accordant à Infrabel une dérogation à l'utilisation de pesticide pour l'entretien des chemins de fer

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre Ier du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, l'article 4/1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon, l'article 10, 8°;

Considérant la demande de dérogation sollicitée par Infrabel le 5 mai 2020 en vue de pouvoir appliquer des pesticides pour procéder à l'entretien des voies de chemin de fer;

Considérant l'impossibilité matérielle, humaine et économique pour le demandeur d'adopter à grande échelle des techniques alternatives aux pesticides pour la gestion des voies ferrées et de leurs abords;

Considérant la raison impérieuse d'assurer la sécurité tant des voyageurs que du personnel;

Considérant qu'Infrabel est un utilisateur professionnel dans la mesure où l'application des pesticides se fera dans le cadre de l'exploitation des chemins de fer en vue de permettre le transport des voyageurs en toute sécurité;

Considérant qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante au regard des objectifs poursuivis pour la propreté du ballast et des pistes longeant les voies et, dès lors, que le demandeur se trouve dans l'incapacité d'assurer ses missions de service public et la sécurité de l'exploitation dans le respect des dispositions légales et réglementaires relatives à la réduction des pesticides;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté les voies de chemin de fer s'entendent comme les voies de chemin de fer et leurs abords immédiats et, en particuliers, des zones ballastées, entrevoies et pistes de sécurité des voies principales et des voies accessoires, à l'exception des voies situées en gares.

**Art. 2.** Infrabel est autorisé à utiliser jusqu'au 30 juin 2021 des produits pesticides qui contiennent des substances actives qui représentent un risque pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine ou pour la conservation de la nature pour l'entretien des espaces situés à moins d'un mètre d'une voie de chemin de fer, non reliés à un réseau de collecte des eaux pluviales et ne bordant pas des eaux de surface.

Les pesticides visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent porter un ou plusieurs pictogrammes SGH05 à SGH09 pour autant qu'aucune alternative ne portant pas ces pictogrammes ne soit disponible et en choisissant dans ce cas celui qui est le moins préoccupant pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine ou pour la conservation de la nature parmi les produits d'efficacité similaire. Infrabel met à disposition de l'administration de l'environnement, préalablement à toute application sur ses voies, une note justificative quant au choix des pesticides choisis.

Les produits autorisés seront employés à la plus petite dose efficace et dans le respect des conditions précisées dans leurs actes d'autorisation de mise sur le marché.

**Art. 3.** Le désherbage des voies de chemin de fer principales est réalisé à l'aide d'un train de pulvérisation avec système de détection de la végétation.

**Art. 4.** Le désherbage des voies secondaires et des entrevoies se fait par un traitement limité et localisé par pulvérisateur à lance ou à dos.

**Art. 5.** Le désherbage des surfaces non apparentées aux voies se fait aux moyens de techniques alternatives.

**Art. 6.** Les mesures consenties par Infrabel dans le cadre de son « plan pour une réduction raisonnée de l'usage des herbicides en Région wallonne » restent d'application.

Infrabel s'engage à poursuivre la recherche des alternatives à l'utilisation de pesticides pour l'entretien des voies.